

Reggie Durden



cyberpresse.ca  
**LA PRESSE**  
À VOS AFFAIRES  
CHOISIR SON FORFAIT  
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS  
PAGE 1

**SPORTS PLUS**  
**LE DUEL**  
LA FINALE DE LA  
COUPE GREY  
PAGES 2 À 7



**3**  
SPORTS PLUS PAGE 1



**SPORTS PLUS**  
**JUNIOR**  
OÙ EST  
ANTHONY?  
PAGE 12

**ACTUEL**  
**SANTÉ**  
LA CÉSARIENNE  
SUR DEMANDE  
PAGE 1

**Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE**  
« Il est minuit, Chrétien ! »  
— Paul Martin

**AUJOURD'HUI**

À tire-d'aile	ACTUEL 8
Bandes dessinées	ACTUEL 9
Dans votre assiette	ACTUEL 5
Décès	AFFAIRES 11
Feuilleton	ACTUEL 9
Forum	A 9 à 11
Génie en herbe	ARTS 8
Grille thématique	ARTS 8
Horaires télévision	ARTS 6
Horoscope	AFFAIRES 10
La presse d'ailleurs	ARTS 10
Loteries	A 5
Mots croisés	ACTUEL 9
Observateur	AFFAIRES 8
Petites annonces	AFFAIRES 8
Sciences	ARTS 11

**Météo**

Ensoleillé,  
maximum 3,  
minimum -2,  
plus de détails  
en page  
SPORTS 11



**Martin** rencontre les premiers  
ministres des provinces à Regina

**UN PLÉNUM  
DE 3 MILLIARDS  
SUR LA SANTÉ?**

VINCENT MARISSAL

TORONTO — Le *Romanow gap*, ça vous dit quelque chose? Non, il ne s'agit pas d'une stratégie secrète des Alouettes ou des Eskimos, même s'il en sera beaucoup question aujourd'hui pendant le match de la Coupe Grey.

Le *Romanow gap* (l'« écart Romanow », en français), c'est plutôt le cri de ralliement des 10 provinces et des trois territoires contre le nouveau chef libéral et bientôt premier ministre, Paul Martin. Ce sera aussi le premier écueil de M. Martin si les 13 restent sur leurs positions et exigent d'Ottawa un réinvestissement majeur en santé.

Après avoir été chouchouté par les militants libéraux à Toronto, Paul Martin risque en effet de trouver le vent pas mal plus froid aujourd'hui à Regina, où il a convié les premiers ministres des provinces et des territoires à une rencontre en marge du match de la Coupe Grey.

Si les militants libéraux voient en Paul Martin le nouveau chef qui leur permettra de garder le pouvoir

» Voir **MEETING** en A2

AUTRES TEXTES

» Martin demeure en mode électoral  
» Le Bloc sort ses griffes  
page A3

**Attentats contre deux synagogues en Turquie**

Les attaques simultanées ont fait 20 morts et plus de 300 blessés à Istanbul

AGENCE FRANCE-PRESSE



PHOTO AP

Deux bons Samaritains escortent une des personnes qui ont été blessées à la suite de l'explosion d'une voiture piégée non loin de la synagogue Neve Shalom, la plus importante d'Istanbul. La façade du lieu de culte a été soufflée par la déflagration alors que les deux derniers étages de la synagogue Beth Israël, à deux kilomètres de là, se sont effondrés.

ISTANBUL — Deux attentats à la voiture piégée, presque simultanés, ont frappé hier matin la communauté juive de Turquie, faisant 20 morts et environ 300 blessés près de deux synagogues d'Istanbul, la plus grande ville du pays.

La moitié des morts sont des Juifs, a déclaré dans la soirée l'ambassadeur d'Israël en Turquie, Pinhas Aiviya, à la seconde chaîne de la télévision publique israélienne.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a estimé qu'il s'agissait d'« un acte terroriste aux ramifications internationales », tandis que le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a souhaité la formation d'une « plate-forme internationale de lutte commune contre le terrorisme ». M. Erdogan a lui aussi estimé que cet attentat avait une « dimension internationale ».

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a exprimé sa « douleur » et son « émotion », à titre personnel et au nom de son gouvernement, après ce double attentat contre la petite communauté juive de Turquie, forte de 35 000 membres vivant surtout à Istanbul.

Le chef de la diplomatie israélienne, Sylvan Shalom, doit se rendre aujourd'hui à la synagogue Neve Shalom, où a eu lieu l'un des attentats. L'autre a frappé la synagogue Beth Israël à Sisli, distante de deux kilomètres. « Des voitures piégées ont été utilisées pour les deux explosions », a immédiatement annoncé le ministre turc de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu. Plus tard, il a déclaré que « des attentats suicides pourraient être à l'origine du drame ».

M. Gul a pour sa part estimé que la thèse de l'attentat suicide n'était pas écartée pour l'une des deux explosions, et il a rappelé que la pratique de la voiture chargée d'explosifs n'était pas courante dans les affaires de ce genre en Turquie.

» Voir **TURQUIE** en A2

**Irak: les Américains vont remettre le pouvoir à un gouvernement de transition d'ici juin**

SLOBODAN LEKIC  
ASSOCIATED PRESS

BAGDAD — Le jour même où tombait le 400<sup>e</sup> soldat américain en Irak, le Conseil de gouvernement intérimaire a annoncé hier que l'administration américaine d'occupation remettrait le pouvoir à un gouvernement irakien de transition d'ici juin prochain.

L'annonce a été faite par président du Conseil intérimaire, Jalal Talabani, à l'issue d'une rencontre de six heures avec l'administrateur ci-

vil américain en Irak, Paul Bremer. Le leader irakien a pris soin de préciser que cette fin d'« occupation » ne signifiait pas la fin de la « présence » militaire américaine dans le pays, mais plutôt le changement du statut des forces américaines.

« Le nouveau gouvernement sera chargé de négocier avec les forces occupantes la manière de réguler leur présence dans le pays », a souligné Jalal Talabani en conférence de presse. « Concernant la sécurité extérieure, ce gouvernement négociera avec les forces de la

coalition, qui passeront de force d'occupation à une présence » militaire, a-t-il ajouté.

« Dès à présent, nous allons commencer à dialoguer avec les autorités d'occupation sur les questions de sécurité. Mais lorsque le gouvernement de transition sera mis en place, toute l'autorité sera transférée à ce gouvernement », a déclaré M. Talabani. « Il s'agira d'un gouvernement indépendant et souverain qui sera chargé de la sécurité en Irak, de la sécurité intérieure mais aussi du budget de

l'Irak, et qui aura le contrôle de toutes les régions de l'Irak.

Alors, aucun autre pouvoir n'aura l'autorité sur la sécurité intérieure », a-t-il insisté.

Jalal Talabani a précisé que ce gouvernement transitoire serait désigné après des consultations avec « toutes les parties » de la société irakienne.

Selon des membres du CGI, la rédaction et l'adoption d'une nouvelle Constitution n'interviendront

» Voir **IRAK** en A2

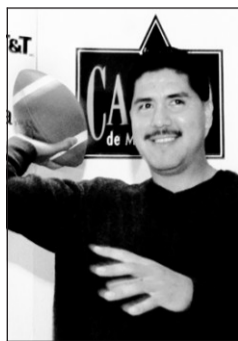
**FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTREAL**  
**JAZZ À L'ANNÉE**  
en collaboration avec **Bléue**  
Automne 2003  
**LA PRESSE**

**MICHAEL BUBLÉ**  
UN CROONER DANS LA LIGNÉE DES SINATRA, BENNETT ET MARTIN ! DE RETOUR APRÈS UN PASSAGE À GUICHETS FERMÉS AU FESTIVAL !  
Lundi 17 et mardi 18 novembre, 20 h, au Métropolis  
Grand cabaret (places assises)

**ACHETEZ VOS BILLETS**  
En personne au Spectrum  
318, rue Sainte-Catherine Ouest  
Par téléphone (514) 790-1245  
Sur Internet www.admission.com  
RENSEIGNEMENTS : (514) 871-1881  
1 888 515-0515 • WWW.MONTREALJAZZFEST.COM

# SUITES DE LA UNE

## DEMAIN DANS LA PRESSE



### Alouettes ou Eskimos ?

Les Eskimos d'Edmonton voudront venger leur défaite de l'an dernier en enlevant la Coupe Grey aux Alouettes, aujourd'hui à Regina. Le quart-arrière Anthony Calvillo, des Alouettes, meilleur joueur au pays, contre le porteur de ballon Mike Pringle, ex-Alouette et héros des Eskimos, voilà qui promet. Ne manquez pas les reportages et analyses de Réjean Tremblay et Richard Labbé. **À lire demain dans le cahier Sports**

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



Suivez en direct la finale de la Coupe Grey à 18 h : [cyberpresse.ca/football](http://cyberpresse.ca/football)

Relisez nos clavardages en direct du Salon du livre : [cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

Michel Vastel parle de ses années *Chrétien* à 17 h : [cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

### POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques,  
Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
deces@lapresse.ca	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca	
RÉDACTION	(514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# Vers un bon match à Regina

## MEETING

suite de la page A1

aux prochaines élections, les provinces, elles, retrouvent l'ex-ministre des Finances de Jean Chrétien qui leur a coupé les vivres pour éliminer son déficit.

Comme le hasard fait bien les choses, la rencontre a lieu, justement, en Saskatchewan, berceau de l'assurance-maladie et province de Roy Romanow, l'auteur d'un rapport enjoignant à Ottawa de réinvestir en santé. Il y a un an, M. Romanow pressait le fédéral de remettre aux provinces 15 milliards de dollars pour la santé au cours des trois prochaines années, mais le gouvernement Chrétien n'a pu faire mieux que 12 milliards. Il manque donc trois milliards, d'où l'« écart Romanow ».

« Je rencontre les premiers ministres pour que nous trouvions une nouvelle façon de travailler ensemble », a indiqué hier Paul Mar-

tin à Toronto au cours de sa première conférence de presse en tant que chef libéral. Dans une entrevue récente à *La Presse*, Paul Martin tentait plutôt de limiter l'appétit des provinces en tenant des propos rappelant ceux de Jean Chrétien.

« Pour chaque dollar qu'a le gouvernement fédéral, il y a 10 \$ en demandes, et la plupart de ces demandes viennent des provinces, expliquait-il à son bureau d'Ottawa. Au lieu de commencer avec des demandes, on devrait s'asseoir et, de façon rationnelle, regarder où sont les besoins du pays, et ensuite se poser la question comment on les paye. »

Puis, il ajoutait : « Je vais dire aux provinces : on va regarder vos besoins, puis on va regarder nos besoins. Il y a la santé, mais il y a beaucoup d'autres choses. Vous venez nous voir le lundi pour la santé, puis le mardi pour les routes, puis le mercredi pour autre chose... Il va falloir décider. »

Ajoutez à cela que le nouveau maître d'Ottawa ne reconnaît toujours pas le principe du déséquilibre fiscal, et vous avez là tous les ingrédients pour un sérieux affrontement à Regina.

« Moi, ma définition de déséquilibre fiscal, c'est : est-ce qu'un gouvernement a de meilleures sources de revenus que l'autre ? Selon cette définition, les deux paliers de gouvernement ont les mêmes sources de revenus, affirme M. Martin. Alors, c'est très difficile pour moi de dire qu'il y a déséquilibre fiscal. Mais si vous voulez changer de définition, peut-être... »

En plus, Paul Martin dira aux provinces que les deux prochaines années s'annoncent « assez serrées et qu'il est hors de question de retomber en déficit ».

Personne ne peut reprocher au nouveau chef libéral sa main tendue aux provinces et puis, comme le veut le cliché, il faut bien don-

ner la chance au coureur. Alors, bons joueurs, les premiers ministres provinciaux donneront aujourd'hui à Paul Martin l'occasion de projeter d'un océan à l'autre l'image du grand rassembleur, mais tout cela n'est pas gratuit.

Les premiers ministres provinciaux savent très bien que Paul Martin n'a rien à gagner d'un affrontement à la veille des élections. C'est pourquoi ils inviteront le futur premier ministre à une nouvelle rencontre, en février. « Février, ça lui donne le temps, il y a là une occasion en or pour M. Martin et nous lui offrons cette occasion. S'il ne la prend pas, les Canadiens seront très déçus, disait Bernard Lord à *La Presse* il y a quelques semaines. C'est une occasion pour M. Martin de démontrer que ses années de ministre des Finances sont passées et que, maintenant, il est préoccupé et prêt à travailler avec les provinces. »

Qu'elles se déroulent sur fond de psychodrame au 24 Sussex ou dans le cadre relax d'un match de football, les rencontres fédérales-provinciales ont toujours la même conclusion : l'argent est à Ottawa, les besoins sont dans les provinces.

Bernard Lord : « Le gouvernement fédéral joue les grands défenseurs du système de santé, mais sans en assurer le financement. »

Paul Martin : « Je n'ai jamais dit que les relations fédérales-provinciales seront faciles. Les provinces vont défendre leurs intérêts et le gouvernement canadien va défendre l'intérêt national. Il y aura des différences d'opinion, il y aura des écarts, et ce n'est pas le fait que je sois là, ou qu'un autre soit là ; les opinions seront comme ça (...). Notre problème, ce n'est pas que l'on ne veut pas leur donner de l'argent, mais c'est que l'on a des demandes par-dessus la tête. »

Un bon match en perspective à Regina.

# Deux autochtones dans la mire de Martin

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'équipe de transition de Paul Martin a pressenti deux dirigeants autochtones pour faire partie du cabinet du nouveau chef du Parti libéral et futur premier ministre.

Le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Stephen Kakfiwi et le vice-président de l'Assemblée des Premières Nations, Charles Fox, ont été joints par des proches de Paul Martin.

Les deux hommes sont perçus comme des candidats potentiels au poste des Affaires autochtones, ont affirmé certaines sources hier.

L'animateur Jean Lapierre, le président directeur-général de Torstar, Robert Pritchard, le maire de Winnipeg, Glen Murray, et l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, sont également dans la mire de Paul Martin.

Quelque 35 membres du Parlement sont appelés à partir avec la venue de Paul Martin à la tête du gouvernement fédéral.

MM. Kakfiwi et Fox sont des partisans de la ligne dure et ils apporteraient des nouvelles idées en plus de jouer un rôle plus actif et visible sur les questions autochtones. Paul Martin a d'ailleurs promis de redresser la situation économique des autochtones et d'améliorer leurs conditions de vie.

Paul Martin et Jean Chrétien doivent se rencontrer mardi pour la passation des pouvoirs. Ensuite, M. Martin devrait mettre en place son cabinet.

Certaines sources croient que Paul Martin ne nommera aucun candidat vedette dans son futur cabinet, qu'il préférera que ces derniers soient élus dans une circonscription aux prochaines élections avant de les nommer ministres.

# La Neve Shalom a déjà été la cible d'un attentat

## TURQUIE

suite de la page A1

La synagogue Neve Shalom, la plus grande d'Istanbul, avait déjà été la cible d'un attentat en 1986 qui avait fait 22 morts, outre les deux kamikazes. Les attentats antisémites sont pourtant rares en Turquie, un État laïc majoritairement musulman.

Selon un porte-parole du grand rabbinat d'Istanbul, Silvio Ovadia, quelque 300 personnes étaient rassemblées dans ces lieux de culte pour la prière du samedi au moment des attentats.

La façade de la synagogue Neve Shalom s'est effondrée sous la violence de l'explosion, et la rue présentait l'aspect d'une scène de guerre, un cratère creusant la chaussée. « C'était comme un tremblement de terre, quelque chose d'inhumain », a raconté un commerçant de 40 ans.

Selon Anatolie, un homme a revendiqué les attentats au nom du groupe extrémiste du Front islamique des combattants du Grand-Orient (IBDA-C), affirmant qu'ils avaient pour but de « mettre fin à

l'oppression visant les musulmans ». L'IBDA-C, fondé en 1985, a pour objectif d'instaurer un État islamique en Turquie et a perpétré plusieurs attentats contre des bars, des discothèques et des églises à Istanbul. Il est en sommeil depuis l'arrestation en 1998 de son chef, Salih Mirzabeyoglu.

M. Aksu a indiqué que les autorités n'avaient pas confirmation de cette revendication. « Il se peut que cela ne soit pas une organisation de chez nous à cause de l'ampleur (des attentats) », a déclaré M. Aksu, soulignant qu'il était encore « très tôt » pour arriver à des conclusions.

Les messages de condoléances ont afflué vers la Turquie. Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan s'est dit « atterré par les pertes humaines » provoquées par ces « actes haineux », et le président américain George W. Bush a téléphoné à M. Erdogan pour lui présenter ses condoléances après « cette attaque terroriste ». Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, président en exercice de l'Union européenne, s'est rendu à la gran-

de synagogue de Rome pour présenter ses condoléances aux responsables de la communauté juive. Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, s'est rendu de son côté à la synagogue de Milan pour présenter les condoléances de « toute l'Union européenne » à la communauté juive.

De nombreux pays européens, dont la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Russie, ainsi que le Pakistan et l'Égypte, ont été unanimes dans leur condamnation des attentats. Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, les a aussi condamnés mais en a attribué la responsabilité à Israël. « La responsabilité de tout cela incombe à la politique israélienne », a affirmé M. Moussa.

La Syrie a condamné « ces actes criminels » et exprimé sa solidarité avec le gouvernement turc.

Le pape Jean-Paul II a lancé un appel « pour la paix et contre le terrorisme » dans un télégramme de condoléances adressé à « toute la nation turque et aux personnes concernées ».

# Changement de la stratégie américaine

## IRAK suite de la page A1

que d'ici la fin de l'année 2005, et c'est après cette date qu'une administration élue prendra le relais du gouvernement provisoire, ce qui confirme l'inversion du calendrier initialement imaginé par les États-Unis. « Les États-Unis se tiennent prêts à aider le Conseil de gouvernement et tous les Irakiens à traduire ce nouveau calendrier en réalité politique », a déclaré le président américain, George W. Bush, dans un communiqué.

Ce changement de stratégie américaine fait suite au nombre croissant d'Américains morts au combat. Hier, un nouveau soldat a été tué dans l'explosion d'une bombe au passage d'une patrouille dans un quartier du nord de Bagdad, selon l'armée des États-Unis. Ce décès porte à 400 le nombre de militaires américains morts en Irak depuis le début des hostilités le 20 mars dernier.

Par ailleurs, 17 « soldats de la coalition » ont été tués et cinq autres blessés hier soir dans l'accident de deux hélicoptères militaires américains Black Hawk hier à Mossoul, dans le nord de l'Irak, selon l'armée américaine. Des témoins affirment que les deux appareils sont entrés en collision en

vol, une information non confirmée par l'armée.

## Deuil national en Italie

En Italie, les dépouilles de 18 des 19 Italiens morts dans l'attentat de Nassiriya ont été rapatriées dans un pays encore en état de choc. Le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, plusieurs hauts responsables italiens ainsi que des membres des familles des victimes étaient présents à l'aéroport militaire Ciampino de Rome

lorsque les cercueils, recouverts du drapeau national rouge, blanc et vert, ont été descendus un à un de l'avion cargo C130.

Les dépouilles seront exposées demain au palais Vittoriano, dans le centre de Rome, afin que le public puisse venir leur rendre hommage. Mardi, les funérailles nationales dans une basilique de Rome seront diffusées en direct par la télévision publique. Cette journée a été décrétée journée de deuil national.

## Quelques dates

Voici le calendrier convenu :  
> 28 février 2004 : adoption d'une « loi fondamentale » sur l'administration de l'Etat pendant la période transitoire.  
> Fin mars 2004 : accords bilatéraux définissant le statut des forces de la coalition.  
> 31 mai 2004 : formation d'une « assemblée nationale transitoire » composée de personnalités élues par 18 conseils provinciaux. Ces derniers réuniront toutes les catégories sociales présentes dans la région.  
> 30 juin 2004 : désignation d'un

gouvernement provisoire par l'assemblée transitoire qui assumera les pouvoirs souverains. À la même date, l'Autorité Provisoire de la coalition (CPA) sera dissoute ainsi que l'actuel Conseil de gouvernement transitoire mis en place le 13 juillet 2003.

> 15 mars 2005 : assemblée constituante élue au suffrage universel qui rédigera une proposition de Constitution soumise à référendum.  
> Fin 2005 : élection d'un nouveau gouvernement. Abrogation de la « loi fondamentale ».

**ROLEX**  
Yacht-Master  
en or jaune 18 carats.

Célébrons 25 ans  
d'excellence

**CHÂTEAU D'IVOIRE**

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

# Paul Martin demeure en mode électoral

JOËL-DENIS BELLAVANCE

TORONTO — Bien installé à la tête du Parti libéral, Paul Martin est maintenant prêt à prendre les commandes du gouvernement dès mardi... si le premier ministre Jean Chrétien désire lui remettre les clés du pouvoir plus rapidement que prévu.

Élu par une écrasante majorité des députés libéraux vendredi soir, M. Martin a toutefois indiqué hier qu'il respecterait l'échéancier que lui imposera M. Chrétien.

Les deux hommes doivent se rencontrer mardi à Ottawa afin de discuter de la passation officielle des pouvoirs. Durant cette rencontre, la première entre les deux hommes en près de 18 mois, M. Chrétien devrait préciser la date de son départ.

« Certainement, nous sommes prêts à assumer le pouvoir lorsque le premier ministre décidera que le temps est venu de le faire. Si c'est mardi, c'est mardi. Si c'est plus tard, c'est plus tard », a déclaré M. Martin.

En principe, M. Chrétien devait passer le flambeau à son successeur au plus tard en février 2004, mais tout indique qu'il le fera plus tôt, vraisemblablement à la mi-décembre, après avoir participé au sommet des pays membres du Commonwealth à Abuja, au Nigeria, ou au début de janvier.

Au cours des dernières semaines, M. Chrétien a multiplié les signes qu'il tirerait sa révérence plus tôt, le dernier étant la prorogation de la session parlementaire jusqu'au 12 janvier.

Moins de 24 heures après avoir enfin réalisé le rêve qu'il caressait



PHOTO PRESSE CANADIENNE ©

Encore dans l'euphorie de sa victoire décisive, le nouveau chef des libéraux est arrivé tout sourire sur les lieux du congrès, à sa première journée aux commandes.

depuis 13 ans, Paul Martin n'a pas perdu de temps. Hier matin, il a rencontré les membres de son caucus, qui l'ont applaudi à tout rompre. Il a nommé les coprésidents de la prochaine campagne électorale, prévue au printemps 2004, confiant à la députée de Québec-Est, Hélène Scherrer, à David Herle et à John Webster, deux organisateurs de sa première campagne à la direction, le soin de jeter sur papier la straté-

gie qui permettra aux libéraux de remporter une quatrième victoire de suite.

« On a commencé à parler de l'avenir, de la prochaine campagne électorale, de la prochaine plateforme, des échéanciers qui nous attendent. J'ai l'impression que les manches étaient relevées, on était prêt à repartir », a commenté M<sup>me</sup> Scherrer, qui devrait être nommée ministre dans le prochain cabinet.

Dans son discours de victoire vendredi soir, M. Martin s'est engagé à lancer une nouvelle ère de collaboration entre Ottawa et les provinces, entre le Canada et les États-Unis et à donner plus de pouvoirs aux députés ordinaires.

Hier, M. Martin a indiqué que la rencontre qu'il aura aujourd'hui à Regina avec les premiers ministres des provinces, « le premier geste d'importance après mon élection à la tête du parti », est la preuve qu'il compte gouverner le pays différemment.

Durant sa conférence de presse, hier, M. Martin a prédit une quatrième victoire libérale de suite aux prochaines élections. Il a aussi dit avoir bon espoir de pousser le Bloc québécois dans ses derniers retranchements au Québec, où le Parti libéral qu'il dirigera fera de nombreux gains, a-t-il dit. « Il n'y a pas de doute que nous allons remporter un gouvernement majoritaire aux prochaines élections. (...) Gagner la majorité des sièges au Québec est très, très important. Nous voulons avoir des députés qui veulent bâtir le Canada et pas nous diviser », a-t-il affirmé.

Cela dit, M. Martin a indiqué qu'il acceptait une part de responsabilité dans les dérapages financiers du gouvernement libéral tels que le fiasco entourant le programme national d'enregistrement des armes à feu ou encore le scandale entourant le fameux programme de commandites.

« Je faisais partie du cabinet. L'essence même de faire partie d'un cabinet, c'est que tu acceptes la responsabilité pour ce que le gouvernement fait. Et j'accepte certainement ma part de responsabilités. Mais je vous dis aussi que nous allons fixer ces problèmes. Il n'y a pas de doute à ce sujet », a-t-il lancé.

## Le Bloc sort ses griffes

TRISTAN PÉLOQUIN

Maintenant que Paul Martin est à la tête du PLC, le Bloc québécois lance une campagne publicitaire radiophonique nationale qui tire à boulets rouges sur le futur premier ministre.

La campagne, qui devrait entrer en ondes dès le début de la semaine, explique aux intéressés comment « devenir premier ministre en six précieux conseils » : « Ne payez pas d'impôts pour vos bateaux, mais dans des abris fiscaux ;

subventionnez les pétrolières et faites fructifier vos actions ; volez la caisse d'assurance emploi ; niez que le Québec est une nation ; cachez ce que vous pensez et ce que vous allez faire. »

D'une durée de trois semaines, la campagne publicitaire sera appuyée par un numéro spécial d'une trentaine de pages de la revue *Le Québécois* (éditée par la Société nationale des Québécois de la capitale), à laquelle ont participé plusieurs députés bloquistes. La revue contient notamment un or-

ganigramme détaillé des différentes entreprises et sociétés d'investissement de la famille du futur premier ministre.

Un livre intitulé *Le mythe Paul Martin*, écrit par le député bloquiste Louis Plamondon, sera également lancé au cours des prochains jours.

« C'est vrai qu'on ne peut plus rien faire pour empêcher Paul Martin d'accéder au pouvoir, mais nous voulions trouver différents moyens d'informer la population afin qu'elle sache qui est véritable-

ment le futur premier ministre », explique Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois.

Réagissant au déroulement du congrès à la direction du Parti libéral à Toronto, le chef du Bloc a invité M. Martin à expliquer de quelle manière il entend incarner le changement une fois qu'il sera premier ministre. « Il parle depuis vendredi de changement et d'objectifs nouveaux, mais il s'obstine à ne pas les identifier. Que veut-il changer, en fait ? » demande M. Duceppe.

## L'ogre américain avalera-t-il la culture canadienne ?



GILLES TOUPIN  
gtoupin@lapresse.ca

Paul Martin prendra le pouvoir au moment où de grandes décisions doivent être prises au sujet de la protection de la souveraineté culturelle du Canada, en particulier dans le domaine de la radiodiffusion.

Avec la mondialisation, beaucoup croient qu'il faut agir d'urgence pour protéger et défendre la culture canadienne face à l'invasion culturelle des États-Unis. Dans un rapport récent qui fait 928 pages, le comité permanent du patrimoine de la Chambre des communes a établi qu'un éventuel accroissement de la propriété étrangère dans le monde de la radiodiffusion aurait des conséquences sur la souveraineté du Canada et sur le caractère distinct de sa culture.

Que fera Paul Martin à ce chapitre ?

Pour la députée bloquiste de Québec et membre du comité du patrimoine des Communes, Christiane Gagnon, « Paul Martin est l'homme des Américains » et rien ne garantit à l'heure actuelle qu'il ne cédera pas aux grands conglomérats de télécommunication et de radiodiffusion qui croient — en raison

d'une vision purement économiciste — qu'il n'est pas nécessaire que la propriété et le contrôle du système canadien de radiodiffusion soient entre les mains des Canadiens.

Le comité, lui, croit au contraire que l'identité du propriétaire d'une grande entreprise de radiodiffusion ou de télécommunication a une influence considérable sur ce qui est produit. Christiane Gagnon, comme beaucoup d'autres qui déplorent que Paul Martin soit resté muet sur

ses de propriété croisée de médias, qui sont favorables à la levée du plafond de propriété étrangère (qui est de 46,7 %), ont généreusement contribué à la caisse électorale du futur premier ministre.

Ainsi, deux des cinq entreprises ayant fourni une contribution de 100 000 \$ chacune à sa campagne — Alliance Atlantis et CanWest Global — pratiquent la propriété croisée. Or, le comité du patrimoine des Communes recommande que le gouvernement du Canada publie au

s'avérer très onéreuse pour les Canadiens également dans le domaine de la culture, estime-t-on au comité du patrimoine.

« La culture, affirme Christiane Gagnon, c'est malheureusement toujours le dernier bastion qui fait l'objet d'une intention politique réelle. On l'a vu avec Sheila Copps et les coupes qui ont été perpétrées dans le Fonds canadien de la télévision. C'est toujours la culture qu'il faut défendre à bout de bras. »

Ainsi, le comité du patrimoine est en profond désaccord avec les recommandations du comité de l'industrie concernant la propriété étrangère, recommandations qui prônent l'élimination des exigences minimales actuelles en la matière.

Le comité de l'industrie soutient qu'un accès plus large à l'investissement étranger stimulera la concurrence dans les télécommunications, ce qui est dans l'intérêt des consommateurs — une thèse qui est rejetée par les défenseurs d'une propriété majoritairement canadienne.

Martin tranchera-t-il en faveur de la culture canadienne ou en faveur d'une mondialisation mercantile et dévorante ? Aura-t-il aussi le courage, comme le recommande le comité du patrimoine, de fusionner les lois sur la télécommunication, le conseil de la radiodiffusion et sur le CRTS ? S'il y a un domaine où la cohérence s'impose, c'est bien celui de la création, où l'objectif ultime d'un pays est de faire rayonner sa culture dans toute sa richesse.

## Bouclier antimissile: le Canada sera actif

GILLES TOUPIN

TORONTO — Paul Martin a déjà donné hier une bonne idée de la direction que prendra sa politique étrangère en déclarant, à sa première conférence de presse en tant que chef du Parti libéral, que le Canada assumera sa responsabilité dans la défense de la partie nord du continent et qu'il sera à la table avec les États-Unis lorsqu'il s'agira de discuter du bouclier antimissile si cher au président Bush.

« En ce qui concerne les missiles de défense, il faut bien comprendre que nous parlons de la défense de l'Amérique du Nord, a insisté M. Martin. Que vous soyez d'accord avec ces missiles, que vous pensiez ou non que c'est réalisable sur le plan technique, le fait est que le Canada doit être assis à la table lorsqu'il s'agit de discuter de la défense de l'Amérique du Nord. Nous sommes responsables de la protection de la partie nord du continent et nous allons assumer cette responsabilité. »

Contrairement au gouvernement Chrétien, qui a toujours tergiversé sur la question du bouclier spatial, reportant même à une date indéfinie les discussions prévues sur le sujet avec l'administration Bush, M. Martin n'a pas hésité hier à se montrer plus ouvert sur la collaboration avec Washington dans ce dossier.

Le futur premier ministre a déjà ainsi esquissé le rapprochement promis avec les États-Unis, soulignant l'importance de la sécurité nationale. « Ce n'est pas seulement une question américaine, a-t-il dit, c'est aussi une question canadienne. »

Il est d'ailleurs revenu hier sur les tensions récentes qui ont marqué les rapports entre le Canada et les États-Unis. « Les deux pays ont des intérêts communs, a-t-il dit, mais ils ont aussi des intérêts différents. Je pense que les raisons des récentes tensions sont assez évidentes; je pense que certaines de ces raisons ont à voir avec un problème de communication alors que d'autres sont liées à des questions de substance, tel par exemple le différend sur le bois d'oeuvre. Mais ce qui est important, c'est que le premier ministre et le président établissent un fort climat de compréhension mutuelle, un climat qui tienne compte du fait qu'ils ont aussi des intérêts différents à considérer. Je pense qu'il est aussi important que nos députés, le Sénat et le Congrès interagissent entre eux de façon beaucoup plus concertée. »

M. Martin a fait l'éloge de la façon dont les premiers ministres provinciaux ont réussi à établir des liens de travail extrêmement efficaces avec les gouverneurs de plusieurs États américains. « Il faut être beaucoup plus sophistiqué dans notre façon de faire affaire avec les États-Unis », a-t-il affirmé.

Le futur premier ministre ne croit cependant pas qu'il faille aller, dans le domaine de la sécurité, jusqu'à l'harmonisation de nos politiques en immigration avec celles des États-Unis. « L'immigration est d'une importance incroyable pour notre pays, a-t-il estimé. Nous avons démontré notre capacité d'accueillir des gens de partout en maintenant la cohésion sociale et, en fait, nous avons construit là-dessus. C'est une richesse de notre nation et nous allons conserver nos pleins pouvoirs en ce domaine. »

Le chef du PLC a par ailleurs répondu aux suppliques de son ami Bono, le chanteur rock du groupe U2, qui, la veille, en présence de 8000 personnes, a exhorté M. Martin à tripler l'aide internationale du Canada pour atteindre et dépasser le 0,7% du PIB national, comme le recommande l'ONU depuis 25 ans.

M. Martin a d'abord rappelé qu'il approuvait et perfectionnerait l'initiative récente du gouvernement Chrétien destinée à procurer des médicaments génériques à prix réduits pour soulager les trop nombreux Africains qui souffrent du sida et de diverses autres maladies infectieuses. « Je l'ai dit à Bono hier, a-t-il précisé: c'est là un domaine où le Canada devra prendre la tête du peloton. »

En ce qui a trait à l'augmentation de l'aide internationale, M. Martin a déclaré qu'il s'agissait là aussi d'un de ses objectifs. Il a cependant ajouté que le « gouvernement allait opérer à l'intérieur de ses limites » financières. À plusieurs reprises hier, réduisant ainsi les attentes, le futur premier ministre a répété que les ressources de l'État allaient être beaucoup moins importantes qu'au cours des récentes années.

## ACTUALITÉS



PHOTOS PATRICK SANSAÇON, LA PRESSE

Fête saisonnière réussie hier dans les rues du centre-ville de Montréal où le père Noël a su renouveler, devant des paires d'yeux tout neufs, sa magie traditionnelle avec l'aide de l'animatrice Annie Brocoli.

## « Z'ai vu le père Noël! » s'exclame Mathieu

RAYMOND GERVAIS

« Z'ai vu le père Noël ! Z'ai vu le père Noël ! Il arrive, papa ! »

Mathieu, 3 ans et demi, juché sur les épaules de son père, était tout excité hier midi lorsqu'il a aperçu le vieillard à la barbe blanche.

Pour Mathieu, il s'agissait du premier défilé du père Noël. Son papa, Jocelyn Tardif, s'était dit que son fils était assez vieux pour y assister sans se fatiguer. Habillé très chaudement, le petit s'est bien amusé à la vue des mascottes, des lutins et de la fée des Étoiles, personnifiée

par Annie Brocoli.

Selon les organisateurs, près de 325 000 personnes ont assisté au défilé du « vrai » père Noël. Si ce nombre est exact, il devait y avoir au moins 200 000 enfants. Même si le froid était mordant avec le vent, le soleil au moins rendait l'attente plus agréable.

Les airs de Noël, les cannes de bonbon distribuées aux enfants par les lutins du père Noël et les quelque 800 personnages qui ont pris part au défilé ont fait le bonheur des tout-petits.

Cette année, le défilé était divisé

en cinq tableaux animés suscitant des interactions directes avec le public.

Hier midi, la rue Sainte-Catherine, entre les rues Atwater et Saint-Urbain, appartenait littéralement aux enfants. Dès l'apparition des premiers chars allégoriques, la joie sur leur figure était transmissible à qui-conque les regardait. Lisa, 4 ans, avait les yeux grands ouverts afin de ne rien manquer. Elle était aussi bien fière de montrer à tout le monde ses mitaines et son foulard tout neufs.

Tous les enfants interrogés avaient

bien hâte de rencontrer personnellement le père Noël afin de lui dresser une liste de cadeaux.

Si la très grande majorité des enfants attendent des cadeaux pour Noël et sont joyeux, d'autres espèrent tout simplement être en santé et vivre assez longtemps pour jouer avec leurs nouveaux jouets. Hier matin, une soixantaine de bénévoles d'Urgences Santé sont allés chercher des petits malades à l'Hôpital de Montréal pour enfants afin de leur offrir ce qui pourrait bien être leur dernier défilé du père Noël. Transportés par autobus jus-

qu'au square Philipps, ces enfants qui, pour la plupart, ne vivront pas un autre temps des Fêtes, étaient heureux d'assister au défilé et de voir le père Noël.

Le petit Émile Jutras, qui a subi récemment une transplantation cardiaque, a assisté avec ses parents au défilé. Une grande joie tant pour lui que pour ses parents, qui, il y a un an, n'espéraient plus vivre un autre Noël avec leur enfant. Tous les petits malades ont reçu des cadeaux après avoir assisté au spectacle.

## Lisa Samberg coupable d'homicide involontaire

RAYMOND GERVAIS

Le jury au procès de Lisa Samberg, accusée du meurtre de sa petite fille de 16 mois, n'aura mis que deux jours à prendre sa décision : il a déclaré la mère de 41 ans coupable d'homicide involontaire, soit le moins lourd des trois verdicts de culpabilité possibles.

Le 20 juin 2002, la femme a donné un cocktail de médicaments à sa fille avant de l'asphyxier en lui couvrant la tête d'un sac de plastique. Elle a ensuite vainement essayé de s'enlever la vie de différentes façons dans les heures qui ont suivi le meurtre.

Le jury, composé de six hommes et de six femmes, devait choisir entre quatre verdicts possibles :

meurtre prémédité, meurtre non prémédité, homicide involontaire et non-responsabilité en raison de troubles mentaux.

Les observations sur la peine ont été reportées à une autre date.

L'accusée, qui n'a jamais nié avoir tué sa fille, possède un dossier psychiatrique chargé et avait déjà tenté plusieurs fois à sa vie. Lorsque le drame s'est produit, elle vivait séparée de son conjoint depuis plusieurs mois et c'est elle qui avait la garde de la petite Sara-Jade.

Dans leur plaidoirie, les deux avocats de la défense, Jeffrey Boro et Daniel Lighter, avaient argué que leur cliente, en raison de son état mental, était incapable de former une intention criminelle. En revan-

che, le procureur de la Couronne, M<sup>e</sup> Pierre Poulin, a tenté de convaincre le jury que l'accusée savait ce qu'elle faisait et que certains faits survenus avant le drame indiquaient qu'elle pourrait avoir prémédité le crime. Toutefois, dans son adresse au jury, M<sup>e</sup> Poulin a ajouté un bémol, demandant aux jurés de ne pas tenir compte du témoignage du père de l'enfant, le principal témoin à charge, lequel s'était contredit.

Hier après-midi, c'est avec émotion que l'accusée ainsi que les deux familles déchirées par le drame ont accueilli le verdict.

Lisa Samberg, qui était en liberté durant son procès, le demeurera jusqu'au prononcé de la peine par le juge Jerry Zigman.

RAYMOND GERVAIS

Rien n'est encore perdu du côté de la Société de transport de Montréal, même si la menace de débrayage des employés d'entretien de la STM plane toujours au-dessus de la tête des usagers du transport en commun. Au moment de mettre sous presse, les négociations se poursuivaient entre les parties, et tant du point de vue patronal que syndical, il y avait toujours espoir d'arriver à une entente.

Le Syndicat des employés d'entretien de la Société de transport de Montréal a convoqué ses 2000 membres en assemblée générale à 9 h ce matin, question de les informer des dernières nouvelles.

En après-midi hier, le président du syndicat, Pierre Saint-Georges,

a reconnu que des progrès avaient été réalisés depuis le matin mais que des points jugés majeurs par le syndicat, soit les régimes de retraite et les conditions salariales, demeureraient en suspens.

Advenant un débrayage, qui pourrait être déclenché à 23 h ce soir, les grévistes se sont engagés devant le Conseil des services essentiels à fournir 100 % des services nécessaires à l'entretien des véhicules, mais 75 % du temps, soit durant six heures au lieu de huit. Cela se traduirait par des services de transport limités aux heures de pointe du matin, de l'après-midi et de fin de soirée. Le service sera offert de 6 h à 9 h le matin ; de 15 h à 18 h en après-midi et de 23 h à 1 h en soirée. Le transport adapté ne sera pas touché par la grève.

## Remous autour de l'expulsion d'un Palestinien

TRISTAN PÉLOQUIN

Une cinquantaine de militants ont érigé un camp de réfugiés symbolique, hier au centre-ville de Montréal, afin de protester contre la déportation par le Canada, la semaine dernière, d'un réfugié palestinien vers les États-Unis.

Depuis le début du mois de juillet, ces militants réclament une révision complète des mécanismes de

sélection des réfugiés afin que les demandeurs d'origine palestinienne soient systématiquement acceptés par le Canada.

À l'heure actuelle, dans la région montréalaise, une centaine de demandeurs de statut de réfugié originaires de camps libanais seraient menacés d'expulsion par le Canada après que leur demande eut été refusée par le ministère de l'Immigration. Ils risquent pour la plupart

d'être renvoyés aux États-Unis.

« Comment le Canada peut-il affirmer que ces demandeurs ne répondent pas aux critères de sélection, alors qu'il avertit lui-même ses propres ressortissants, pour des raisons de sécurité, de ne pas s'aventurer dans les territoires occupés ou dans les camps de réfugiés palestiniens ? Le ministère des Affaires étrangères du Canada considère ces endroits trop dangereux

pour les Canadiens, mais en même temps, il estime qu'ils ne représentent aucun danger pour les Palestiniens qui cherchent à les fuir. C'est de l'hypocrisie », soutient Rabie Masri, porte-parole de la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens, qui regroupe plus d'une centaine d'organismes.

La Coalition déplore qu'en expulsant ces demandeurs vers les États-Unis, le Canada agit de manière ir-

responsable, compte tenu de « l'approche radicale » des autorités américaines avec les cas d'immigration en provenance de pays arabes ou musulmans.

Depuis son expulsion la semaine dernière, Ahmed Abdel-Majeed est incarcéré à la prison fédérale de Clinton County, dans l'État de New-York, et y demeurera jusqu'à sa comparution devant un juge en immigration.

Promotion

Bio-Actif

### Le chondrin et la bêche de mer

Chaque fois que vous prenez le Flex-O-Flex Chondrin, vous prenez aussi de la bêche de mer... le saviez-vous?

Notre bêche de mer, appelée aussi concombre de mer, est un oursin qui vit au fond de l'océan. Son usage médicinal date d'au moins 5000 ans. Les médecins chinois l'ont prescrit à leurs patients pendant des siècles, dans le but de les soulager de douleurs chroniques aux articulations. Il contient 23,7 % d'un élément essentiel, un des dix constituants de Chondrin dans Flex-O-Flex, un cadeau parfaitement naturel, issu de la mer.

Voilà un des secrets de Flex-O-Flex Chondrin, puisé au cœur de la nature.

Chaque comprimé contient 800 mg de nutriments de source naturelle, un gage de réussite pour retrouver la souplesse de vos articulations.

Chondrin est un vrai trésor. Dix ingrédients Chondrin qui procurent un bien-être assuré, sans effets secondaires désagréables.

Montréal : (514) 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Estrie : (819) 823-3322

## Bourque fustige la « patente » du maire

TRISTAN PÉLOQUIN

Voyant dans le projet de réorganisation municipale déposé la semaine dernière à l'Assemblée nationale (projet de loi 33) « une balkanisation de Montréal », le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Pierre Bourque, réclame la tenue immédiate d'audiences publiques afin d'informer les citoyens sur les conséquences possibles de « cette nouvelle patente ».

Ce projet de loi, qui reprend presque entièrement les idées mises de l'avant en septembre par le maire Tremblay, prévoit notamment l'élargissement des pouvoirs de taxation et de gestion qui sont actuellement accordés aux arrondissements. Le projet prévoit aussi que les présidents d'arrondissement portent dès novembre 2005 le titre de maires.

« S'il adopte la loi 33, le gouvernement

va mettre au rancart tout le principe de solidarité sociale qui se trouve derrière la fusion de Montréal. On va se retrouver, comme c'était le cas avant la fusion, avec des arrondissements extrêmement prospères, composés en grande partie de propriétaires de maisons, aux côtés d'arrondissements pauvres. On ne peut pas construire une ville sur ces principes », plaide M. Bourque.

En donnant un pouvoir d'embauche aux arrondissements, « la loi 33 élimine aussi toutes les possibilités d'économies d'échelle », ajoute-t-il.

« C'est terrible, ce projet de réorganisation est une patente qui permet au gouvernement d'éviter de faire face à la réalité. Ça va créer une véritable tour de Babel. »

Tout en disant manquer terriblement de temps pour expliquer à la population les raisons qui le poussent à écarter du revers

de la main le plan de réorganisation, l'ex-maire affirme ne pas être fermé à l'idée de décentraliser les pouvoirs. « Je n'ai rien contre la décentralisation, au contraire. À Toronto, malgré les fusions forcées de 1997, les élus ont fini par s'entendre sur une formule qui plaît à tout le monde. Au départ, les opposants étaient prêts à déchirer leur chemise sur la place publique. Aujourd'hui, après avoir laissé une chance à la nouvelle ville de faire ses preuves, Toronto marche à merveille. Pourquoi faudrait-il que nous, sous prétexte que certaines personnes sont mécontentes, nous sentions tout le temps de besoin de créer des patentes du genre ? C'est une perte d'énergie. »

Au cours des prochaines semaines, M. Bourque entend tenir des conférences sur la question dans chacun des 27 arrondissements de Montréal.

# Comment rire de Paul Martin?



STÉPHANE LAPORTE

## CHRONIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE  
stephane@stephanelaporte.com

Ce ne sera pas facile. Amis comiques, le défi est de taille. Surtout qu'on l'a eu tellement aisée depuis 10 ans. Jean Chrétien était un aubaine pour les humoristes. On n'avait pas besoin d'exagérer ses propos, les caricaturistes n'avaient pas besoin d'exagérer ses traits. Jean Chrétien était un *cartoon*. Jean Chrétien était Daffy Duck.

Mais Paul Martin... Paul Martin ! Juste son nom est déjà drabe. Trois syllabes et c'est fini. Rien de spécial dans la sonorité. Ça fonctionne autant en français qu'en anglais. Impossible de s'en moquer. Paul Schwarzenegger, ça aurait été parfait. Mais Paul Martin, c'est peine perdue. Ses parents n'auraient pas pu l'appeler Martin ? Martin Martin, là, on aurait été en voiture !

Physiquement aussi, c'est une désolation pour les humoristes. Il a l'air d'un mononcle riche. Tout simplement. Rien de spécial. Il n'a pas la bouche de Chrétien. Pas le menton de Mulroney. Pas les bajoues de Joe Clark. Pas les frisettes de Charest. Son visage n'a aucune

caractéristique. Si vous portez un masque de Paul Martin à l'Halloween, les gens ne devineront jamais en qui vous êtes déguisé. Jean Duceppe ? George Gillett ? Gilles Gougeon ? Vous allez passer dans le beurre.

Son corps n'a rien de spécial non plus. En tout cas, pour ce qui est des parties visibles. Il n'est pas petit comme Lévesque. Pas gros comme Jean Garon. Quelques livres à perdre, sans plus. Rien qui appelle la moquerie.

Sa voix est ordinaire. Il chuinte un peu, mais pas autant que Réal

tin en tête de turc ? Il faut trouver un moyen. C'est notre devoir à nous, les fous du roi. Mais ce n'est pas évident. Quand j'entends les bien-pensants reprocher aux humoristes d'aujourd'hui de ne pas faire assez d'humour politique, je hoche la tête. Ils sont tous là, en chœur, à regretter les Cyniques. Franchement ! C'est vrai qu'ils étaient bons, les Cyniques. Mais ils l'avaient facile, les Cyniques ! Trudeau, Lévesque et Drapeau. Le Hautain, le Ti-Poil et le Mégalo ! Trois personnalités tellement différentes.

## Devenir la tête de turc des humoristes, c'est la meilleure façon de durer. Regardez Jean Chrétien!

Caouette. En français, il a un léger accent ontarien. Mais tellement léger que l'imitateur qui voudra reproduire sa voix devra faire attention. S'il en met trop, on va croire que c'est Ed Broadbent. S'il n'en met pas assez, on va croire que c'est Gilles Duceppe. Paul Martin parle aussi légèrement du nez. Mais encore là c'est subtil. Rien à voir avec Guy Fournier. Ni Trudeau. Les imitateurs devront bien doser. Le pire, c'est que lorsqu'ils réussiront à l'imiter parfaitement, cela ne sera d'aucun intérêt. Sa voix est tellement normale qu'elle ne possède aucun ressort comique. Elle ne *punch* pas. Une *joke* dite avec la voix de Jean Chrétien, la salle s'écroule. La même *joke* dite avec la voix de Paul Martin, la salle bâille.

compter sur Paul pour jouer les Olivier Guimond. Non, vraiment, physiquement, Paul Martin ne nous offre aucune prise.

Sur le plan de la personnalité, il ne nous aide pas non plus. Il n'est ni habitant ni intello. Ni Camille Samson ni Claude Ryan. Juste correct. Un homme d'affaires comme des milliers d'hommes d'affaires. Habitué à ne pas soulever de vagues. Son discours n'est pas émotif. Pas le genre à perdre son dentier durant une envolée comme un créditiste. Ses propos sont réfléchis. Pas le genre à faire des gaffes comme son prédécesseur. Il n'y aura jamais un livre de « Martineries ». Ou, si oui, ça va être pour aider les gens à s'endormir.

Comment transformer Paul Mar-

tin en tête de turc ? Il faut trouver un moyen. C'est notre devoir à nous, les fous du roi. Mais ce n'est pas évident. Quand j'entends les bien-pensants reprocher aux humoristes d'aujourd'hui de ne pas faire assez d'humour politique, je hoche la tête. Ils sont tous là, en chœur, à regretter les Cyniques. Franchement ! C'est vrai qu'ils étaient bons, les Cyniques. Mais ils l'avaient facile, les Cyniques ! Trudeau, Lévesque et Drapeau. Le Hautain, le Ti-Poil et le Mégalo ! Trois personnalités tellement différentes.

Du bonbon ! Aujourd'hui, on est pognés avec Martin, Charest et Tremblay. Le drabe, le drabe et le drabe. Trois membres de la chambre de commerce. Le même complet, le même discours, le même ton. On ne rit pas, on dort.

Il faut quand même avouer que Gérard Tremblay fait des efforts pour être risible. Féliciter les Alouettes pour la Coupe Stanley, faut le faire. Mais ce n'est pas assez. Le reste de l'oeuvre est trop dérisoire. Drapeau voulait que Montréal devienne la métropole du monde. Tremblay veut que Montréal ne se sépare pas de Baie-d'Urfé. Ce ne sont pas les mêmes ambitions. Jean-Guy Moreau ne pourrait pas faire trois spectacles avec ça.

Non, les politiciens d'aujourd'hui sont des gâcheurs de métier. Chrétien aura été le dernier à penser à nous. On le regrettera beaucoup.

Voilà pourquoi, ce matin, monsieur Martin, au nom de tous les petits comiques, je vous lance un appel. Pensez à nous ! Je sais que, en ce moment, vous vous croyez le plus fort. Vous êtes le vainqueur. Vous êtes Monsieur Canada. Vous êtes même l'idole de Bono. Vous savez que le contingent des farceurs ne peut rien contre vous. Que vous êtes imprenable. Vous avez raison. Mais vous faites une grave erreur. Car devenir la tête de turc des humoristes, c'est la meilleure façon de durer. Regardez Jean Chrétien ! Il a été notre cible jour et nuit. Et il a été au pouvoir une éternité. C'est pas à vous que j'ai besoin de dire ça.

Tous ceux dont on a beaucoup ri ont eu une longue carrière. L'inverse est vrai : tous ceux dont on n'a pas ri ont disparu à la vitesse de l'éclair. On n'arrivait pas à se moquer de John Turner : il n'a duré que quelques mois. On n'arrivait pas à rire de Pierre-Marc Johnson : personne ne se rappelle qu'il a été premier ministre. Même chose pour son frère.

Si vous voulez avoir un long règne, forcez-vous. Mettez-vous un petit bonnet en plastique sur la tête. Sortez avec une chanteuse. Changez de coiffeur. Confondez le G7 avec U2. Dites que vous connaissez Bono depuis le temps où il chantait avec Cher. Faites une gaffe. Trompez-vous. Donnez-nous un angle. Nous vous en serons éternellement reconnaissants. Et vous serez premier ministre longtemps. Au moins aussi longtemps que vous avez attendu !

## EN BREF

### Plus cher, le taxi

Il en coûte plus cher à compter d'aujourd'hui pour se déplacer en taxi au Québec. La Commission des transports du Québec a autorisé une hausse moyenne d'environ 10 % des coûts d'une course en taxi. Dorénavant, le client devra déboursier 2,75 \$ au moment de monter à bord du véhicule et 1,30 \$ par kilomètre parcouru. Cette décision a été prise à la suite d'audiences publiques en mai dernier, au cours desquelles des intervenants de l'industrie du taxi réclamaient des hausses tarifaires. Ils justifiaient cette demande par la hausse du coût de la vie et celle des droits d'exploitation d'un permis de taxi, notamment du prix de l'essence. L'industrie du taxi regroupe quelque 6500 titulaires de permis répartis dans l'ensemble du Québec. — *Presse Canadienne*

### Une confiture à surveiller

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et Gestion Ghazi Arafi avisent les consommateurs sensibles aux sulfites de ne pas consommer de confiture d'abricots de marque GGA. « En effet, ce produit peut contenir des sulfites alors que l'étiquette n'en fait pas mention », précise un communiqué de l'ACIA diffusé vendredi. Le produit touché, qui vient de Syrie, est vendu en pots de 750 ml (800 g). « L'importateur, Gestion Ghazi Arafi, de Montréal, retire volontairement le produit touché du marché. On sait que ce produit a été distribué au Québec. » Aucun cas de maladie associée à la consommation la confiture GGA n'a toutefois été signalé. — *Presse Canadienne*

## Deux meurtres liés au crime organisé

RAYMOND GERVAIS

La Sûreté du Québec a deux nouveaux meurtres à élucider. Hier matin, la SQ a été appelée en renfort par la police de Laval, qui venait de découvrir le corps d'un homme criblé de balles en face du 1620, rue Bizet, à Chomedey.

Puis, en matinée, à Mercier, non loin de Châteauguay, le corps d'un homme de race blanche a été découvert par un bûcheron dans un bois, aux limites de la municipalité. Le cadavre était décapité et amputé des deux mains. Même les tatouages que portait l'homme avaient été enlevés à l'aide d'un couteau afin de compliquer l'identification de la victime.

Les policiers de Châteauguay ont confié l'enquête à leurs confrères de la SQ, beaucoup mieux équipés qu'eux pour élucider ce crime.

Hier, la police ne pouvait préciser à quand exactement remontait la mort. Étant donné la nature du crime et la façon dont le cadavre a été mutilé, les enquêteurs croient qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre groupes criminels.

Par ailleurs, à Laval, un autre règlement de comptes s'est produit dans la nuit de vendredi à hier. Les policiers municipaux ont été appelés à se rendre sur la scène d'un meurtre survenu vers 1 h 30 samedi. Ce sont des voisins qui ont composé le 911 après avoir été réveillés par des cris et des bruits suspects ressemblant à des détonations.

En arrivant sur les lieux, les patrouilleurs de Laval ont découvert sur la pelouse d'une résidence de la rue Bizet le corps ensanglanté d'un homme âgé de 50 ans atteint de plusieurs balles à la tête. La victime, connue de la police, habitait au 1616, rue Bizet. En scrutant la scène du crime, les policiers ont découvert de nombreuses traces de projectiles sur la façade du 1624, rue Bizet, ce qui porte les policiers à croire que l'homme a été abattu au moment où il rentrait chez lui à pied.

Les enquêteurs de la police de Laval ont vite compris qu'ils auraient besoin de l'aide de leurs confrères de la SQ compte tenu de la complexité du dossier.

## Larry Smith serait intéressé par la direction du nouveau Parti conservateur

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'éditeur du journal *The Gazette*, Larry Smith, serait prêt à entrer dans la course à la direction du nouveau Parti conservateur, affirment certaines sources.

Selon des membres de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur, Larry Smith mesure ses différents appuis politiques, par des appels téléphoniques, depuis au moins une semaine.

Les deux partis de droite ont conclu une entente de principe, il y a quelques semaines, pour leur fusion qui doit être entérinée d'ici le 12 décembre prochain, à temps pour les élections générales qui devraient avoir lieu le printemps prochain.

Pour l'instant, c'est le chef de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, qui serait en avance dans la course à la direction du nouveau parti, surtout depuis le désistement de l'ancien premier ministre de l'Ontario, Mike Harris.

Ce retrait a enlevé une grande partie de l'intérêt pour cette course. Depuis, certains membres du Parti progressiste-conservateur affirment que cette fusion dissimule une prise de contrôle de leur parti par les alliancistes.

La venue possible de Larry Smith dans la course à la direction ravive l'intérêt des membres des deux partis.

« Il est appuyé par beaucoup de monde. D'après ce que j'ai su, il réfléchit toujours à la question », a déclaré un conservateur sous le couvert de l'anonymat.

**VACANCES VOYAGE**  
Tous les mercredis et samedis dans LA PRESSE

**LA PRESSE AFFAIRES**  
L'ESSENTIEL.  
Tous les jours dans LA PRESSE

**Armoires À Super Prix**  
OUVERT 7 JOURS  
Manufacturier d'armoires de cuisine depuis plus de 45 ans  
(514) 522-5562 • 1 877 622-5562  
5500, rue Chapleau, Montréal (coin Dandurand)  
Grande salle de montre  
Première qualité au meilleur prix

**LOTO QUÉBEC**  
Tirage du 2003-11-14  
08 12 19 21 23 28 46  
Complémentaire: (47)  
Ventes totales: 13 056 544 \$  
Prochain gros lot (appr.): 2 500 000 \$

**Quebec**  
Tirage du 2003-11-15  
01 15 25 27 37 41  
Complémentaire: (22)

**Quotidienne**  
Tirage du 2003-11-15  
3 4  
233 9464

**Extra**  
Tirage du 2003-11-14  
NUMÉRO 886177

**Quebec**  
Tirage du 2003-11-15  
01 07 09 10 12 14 22 27 28 32  
34 36 45 46 54 55 58 59 63 69

**Extra**  
Tirage du 2003-11-15  
NUMÉRO 562281

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**ÉMISSIONS-TIRAGES LE LUNDI ET LE MARDI À 19h SUR LE RÉSEAU TVA**

**Promotion Bio Actif**  
**Décontrak-Tin**  
Je n'ai plus le goût de rire de tout. Je panique, j'ai les nerfs à fleur de peau. Tout m'énerve et m'ennuie à la fois. Je ne m'émerveille plus de quoi que ce soit. Je m'isole, j'ai perdu le désir d'apprendre. Je fuis, je me cache de tout et de moi-même. Je suis une catastrophe ambulante.  
Comment peut-on descendre si bas? Je me sens flotter dans un vide sans fin. On ne peut pas vivre comme ça! Je ne me reconnais plus. Qu'est-ce que j'ai fait de mes rêves? J'ai l'impression que quelque chose en moi est brisé. Je suis au bout du rouleau, j'ai des idées noires à long terme de journée.  
Holà, mon lapin! Vous avez besoin d'un coup de pouce pour remonter la pente? Décontrak-Tin décontracte et vous aide à reprendre le chemin.  
Tension, nervosité, insomnie? Décontrak-Tin! Aux p'tits soins, mon lapin!

Montréal : (514) 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777  
Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Estrie : (819) 823-3322

**ENCAN PUBLIC**  
PLUS DE 100 ARTICLES ACQUIS PAR L'ENTREMISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES DU GOUVERNEMENT CANADA  
BIJOUX ET MONTRES NON RÉCLAMÉS, ABANDONNÉS SANS RÉSERVES PAS D'OFFRE MINIMUM

**AUTRES CONSIGNATEURS**  
PLUS DE 100 ARTICLES, DE NOUVEAUX BIJOUX DE GRANDE VALEUR, VENDUS À L'UNITÉ AU PLUS OFFRANT

MONTRE POUR HOMME AUDEMARS PIGUET SÉRIE STAR WHEEL  
MONTRE POUR HOMME BREGUET À RÉSERVE DE MARCHE

PLUSIEURS BAGUES À DIAMANTS DE 1 À 5 CARATS, PERLES, RUBIS, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, DIAMANTS, COLLIERS. PLUSIEURS MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE, PIAGET.

**SALLE FEDERAL AUCTION, À L'HÔTEL OMNI MONT-ROYAL**  
1050 RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL. ANGLE RUE SHERBROOKE ET RUE PEEL, PRÈS DE L'UNIVERSITÉ MCGILL

**LE DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2003, À 14H PRÉCISES.**  
INSPECTION PUBLIQUE ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13H.

Quelques réservations, additions et/ou suppressions peuvent s'appliquer. Les adjudicataires devront payer des frais de manutention de 15% plus TPS et TVQ. Paiement: comptant, cartes de crédit, Interac et chèques certifiés. Les articles peuvent ne pas être exactement comme montrés. Renseignements: (905) 458-9509. Federal Auction Service est la seule compagnie privée d'enchères au Canada, ISO 9001:2000. Chaque article est garanti authentique. Toutes les montres ont une garantie standard d'un an. Federal Auction Service n'est pas un organisme gouvernemental. © 2003 FAS

**www.federalauctionservice.com**

## ACTUALITÉS

# Le Queen Mary 2 fait 13 morts en cale sèche

## Enquête sur l'effondrement d'une passerelle au chantier de Saint-Nazaire

PIERRE-YVES ROGER  
ASSOCIATED PRESS

SAINT-NAZAIRE (France) — Une visite d'invités d'ouvriers et de cadres des Chantiers de l'Atlantique sur le paquebot géant *Queen Mary 2*, en cale sèche à Saint-Nazaire dans le Nord-Ouest de la France à quelques semaines de sa livraison, a tourné au drame hier après-midi : 13 personnes ont été tuées et 32 autres blessées dans l'effondrement de la passerelle qui les conduisait du quai au navire.

Selon le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS), un enfant de 9 ans, opéré en début de soirée, est au nombre des blessés, dont 10 se trouvent dans un état grave, les 22 autres étant plus légèrement touchés.

Les plus gravement atteints ont été évacués par hélicoptère vers le centre hospitalier universitaire (CHU) de Nantes, où une 13<sup>e</sup> personne est morte à son arrivée. Les autres blessés ont été transférés en ambulance vers l'hôpital de Saint-Nazaire. Une chapelle ardente a par ailleurs été dressée dans la sous-préfecture de Loire-Atlantique pour accueillir les défunts.

Selon le CODIS 44, une quarantaine de personnes, toutes casquées, se trouvaient sur la passerelle d'accès lorsque cette structure a cédé pour une raison encore inconnue, faisant chuter les victimes d'une hauteur d'une quinzaine de mètres en fond de cale.

Ces visiteurs étaient des membres ou des proches d'employés du chantier du *Queen Mary*, a indiqué Hervé Malherbe, directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique, à l'Associated Press. Ils avaient été autorisés par les Chantiers de l'Atlantique à effectuer cette visite après le deuxième essai en mer du paquebot.

La passerelle en question, une « échelle de coupé » reliant le navire au quai, avait été installée vendredi après-midi par « une entreprise spécialisée dans les échafaudages sur tous les navires

à sec ou à flot dans nos bassins », a pour sa part précisé Philippe Bouquet-Nadaud, directeur des ressources humaines des Chantiers de l'Atlantique, propriété du groupe Alstom-Marine.

D'après lui, plusieurs centaines de milliers de personnes ont déjà visité le chantier du *Queen Mary 2* sans qu'aucun incident grave ne soit signalé.

« L'origine de l'accident est pour l'heure indéterminée, c'est l'enquête, sous l'autorité du parquet et des policiers, qui pourra éventuellement le faire », a constaté devant la presse le sous-préfet Jean-Marc Falcone.

Peu après le drame, qui s'est produit entre 14 h 15 et 14 h 20, heure locale, dans le bassin d'armement, le plan rouge a été déclenché et un poste médical avancé a été installé pour apporter les premiers soins aux blessés avant leur transfert. Une cellule médico-psychologique et une ligne téléphonique spéciale ont également été mises en place pour venir en aide aux blessés et aux familles.

Le ministre français des Affaires sociales, François Fillon, s'est rendu sur les lieux de l'accident dans la soirée pour marquer la solidarité du gouvernement. Il sera suivi aujourd'hui par le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui a réclamé une enquête de l'Inspection du travail « pour déterminer les causes de ce drame et en tirer les premiers enseignements ».

Le *Queen Mary 2* était rentré voilé quatre jours de sa deuxième sortie en mer. La première s'était déroulée fin septembre. Au terme de sa construction entamée en janvier 2002, le navire long de 345 mètres et large de 41 doit être livré à la mi-décembre à l'armateur britannique Cunard, basé à Southampton, dans le sud de l'Angleterre.

Après son baptême par la reine Élisabeth II, le 8 janvier prochain, le *Queen Mary 2* se lancera à l'assaut de l'Atlantique-Nord. La croisière inaugurale est prévue le 12 janvier.



Le paquebot géant *Queen Mary 2* ne prendra officiellement la mer que le 12 janvier prochain pour un voyage inaugural à Fort Lauderdale, en Floride, après avoir été inauguré par la reine Élisabeth II le 8 janvier. Mais le paquebot accueille déjà des visiteurs dont 13 ont péri hier, lors de l'effondrement d'une passerelle qui a aussi fait 32 blessés.

PHOTO AFP

## Les bébés de l'année 2003

Le mercredi 31 décembre prochain *La Presse* regroupera dans un cahier spécial, les photos des enfants nés au cours de l'année 2003.

Que vous soyez parent, grand-parent, oncle, tante ou ami, saisissez l'occasion de faire connaître à tous nos lecteurs ce petit trésor né au cours de l'année 2003.

Présentez-nous votre précieux chérubin, dans le cahier spécial et sur [cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca), en réservant dès maintenant votre espace pour seulement **44,95 \$** (taxes incluses) et vous recevrez :



Saisir le présent

**LA PRESSE**

Votre bébé court la chance de faire la une du cahier **Les bébés de l'année 2003**.

Parmi toutes les demandes reçues, un tirage au sort déterminera la photo du bébé qui sera en première page couleur de ce cahier spécial. Les parents de notre vedette recevront, quant à eux, un encadrement de cette page.



### Gratuitement

Un abonnement d'un an au *Magazine Enfants Québec*, une revue qui informe ses lecteurs en matière d'éducation, de santé, de nutrition, de loisirs... et plus encore ! Valeur en kiosque de 3,95 \$ l'unité.

Un magazine destiné aux parents et aux éducateurs d'enfants de 0 à 14 ans.

### ET

Une sortie au cinéma dans un environnement entièrement adapté aux nouveaux-nés, offerte par *Matinées pour Mamans* aux cinémas Guzzo désignés.



### De plus, courez la chance de gagner :

1 bourse d'étude, offerte par la **Fondation Universitas**, pouvant atteindre une valeur totale approximative de 4 500 \$.



**OU** un des 10 forfaits « Le Noël Amerispa ». Le forfait comprend 3 soins, soit le massage de détente, l'exfoliation marine et le facial classique. Une valeur unitaire de 215 \$.



[www.amerispa.ca](http://www.amerispa.ca)

### Hâtez-vous !

La date limite est le 11 décembre 2003.

Remplissez le coupon ci-dessous et retournez-le à l'adresse suivante, avec la photo qui ne doit pas excéder 5 po sur 7 po et qui ne pourra être retournée :

**La Presse, petites annonces, Les bébés de l'année, C.P. 11053, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 4Y9**

----- ✍

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ App. : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. (dom.) : \_\_\_\_\_ Tél. (trav.) : \_\_\_\_\_

Prénom et nom du bébé : \_\_\_\_\_

Fille  Garçon  Date de naissance : \_\_\_\_\_

Prénoms et noms des parents : \_\_\_\_\_

**La Presse et cyberpresse : 44,95 \$**

Ci-joint un chèque ou mandat-poste de 44,95 \$ à l'ordre de *La Presse*, ltée.

OU Je souhaite effectuer le paiement de 44,95 \$ par carte de crédit :

Visa  MasterCard

N° de la carte de crédit : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Cochez si vous ne désirez pas recevoir d'offres promotionnelles.

Règlements disponibles à La Presse.

Congrès de la FPJQ

# Prix prestigieux pour Rima Elkouri et Judith Lachapelle, de *La Presse*

LAURA-JULIE PERREAULT

Les journalistes de *La Presse* se sont démarqués hier au Gala annuel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec en remportant deux prix prestigieux. La chroniqueuse à la vie urbaine Rima Elkouri et la journaliste Judith Lachapelle ont reçu respectivement les prix Jules-Fournier et Judith-Jasmin pour la qualité de leur travail.

Le prix Jules-Fournier est décerné à un journaliste faisant preuve d'une maîtrise exemplaire de la langue de Molière. En le remettant à Rima Elkouri, journaliste à *La Presse* depuis 1998, la présidente du Conseil supérieur de la langue française, Lorraine Pagé, a souligné « l'originalité des textes de Rima Elkouri, écrits dans un français de qualité ainsi que la vivacité et la fraîcheur de son style ».

Selon Mme Pagé, « Mme Elkouri écrit ses textes dans un français de qualité, avec un sens inné de la narration qui entraîne le lecteur avec elle. Elle sait transmettre sa passion, qui est de raconter la vie quotidienne des gens, peu importe que celle-ci se déroule à Montréal ou à Bagdad ».



Judith Lachapelle et Rima Elkouri ont raflé les honneurs au gala annuel de la FPJQ, hier à Gatineau.

C'est en rappelant les mots de François Giroud que la jeune journaliste a reçu son prix. « L'écriture, ça ne s'apprend pas, ça se travaille », a dit la chroniqueuse, en racontant que c'est d'abord la langue qui l'a attirée vers le journalisme alors qu'elle terminait sa maîtrise en littérature comparée.

Judith Lachapelle, chargée notamment de la couverture des enjeux de l'industrie agro-alimentaire, a pour sa part remporté le prix Judith-Jasmin dans la catégorie des reportages courts pour son reportage *Le carré de soie tout effiloché*, publié dans nos pages le 26 juillet dernier.

PHOTO MARTIN ROY, LE DROIT ©

Cet article, qui racontait les dessous d'un conflit opposant les citoyens de la petite municipalité d'Irlande à ceux de la municipalité de Thetford Mines, faisait partie d'une série de texte sur les querelles de clocher qui déchirent des communautés des quatre coins du Québec.

Interrogée hier soir à Gatineau, où elle a reçu son prix, Judith Lachapelle a raconté que l'idée de la série lui était venue alors qu'elle couvrait les lendemains de la guerre en Irak. « Quand nous allions à l'étranger pour couvrir des conflits à grande échelle, nous cherchons les petites histoires du quotidien qui illustrent les grands enjeux. Au Québec, on le fait moins », a expliqué la journaliste, en se disant surprise de recevoir le prix.

Philippe Cantin, vice-président à l'information et éditeur adjoint de *La Presse*, s'est réjoui des honneurs remportés par les deux jeunes journalistes. « Pour *La Presse*, la qualité de la langue est la priorité. On ne fait pas que respecter la langue, on l'aime. *La Presse*, ce n'est pas seulement de l'information, c'est aussi le plaisir de lire, et Rima Elkouri le démontre très bien », a commenté M. Cantin hier soir.

Selon le vice-président, la plume de Judith Lachapelle et l'intérêt que suscite parmi le lectorat la couverture des enjeux environnementaux qui bouleversent notre société ne sont pas étrangers au choix du comité de sélection. « Pour une jeune journaliste comme Judith Lachapelle, c'est sûrement très inspirant de gagner un prix identifié au nom de la grande journaliste Judith Jasmin », a remarqué M. Cantin.

Alex Norris, anciennement journaliste à *The Gazette*, a remporté le prix Judith-Jasmin pour le meilleur reportage long en presse écrite. Du côté des médias électroniques, les prix Judith-Jasmin, assortis de bourses de 1000 \$, ont été remis à Geneviève Rossier et Johanne Bonneau, de l'émission *Zone libre* de Radio-Canada, pour leur reportage sur les orphelins d'Huberdeau, ainsi qu'à Daniel Renaud, de TVA, pour son reportage intitulé *École Garneau*.

Journaliste à la radio de Radio-Canada et animateur du Club lecture de *La Presse*, Jean Fugère s'est vu décerner le prix Raymond-Charrette, remis par le Conseil supérieur de la langue française à un journaliste des médias électroniques.

## Censure, éthique, journalisme de guerre et télé-réalité au coeur des débats

LAURA-JULIE PERREAULT

GATINEAU — C'est par une mise en garde de la journaliste américaine Kristina Borjesson que s'est ouvert hier le congrès annuel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), à Gatineau. « Vous, journalistes québécois, devez faire attention. Car la censure qui sévit aux États-Unis aujourd'hui se répand très vite à la grandeur de la planète. Notre présent est peut-être votre avenir. »

Dans son allocution, la journaliste chevronnée, qui a reçu de nombreux prix prestigieux pour son travail d'enquête et qui a écrit récemment le livre *Black List*, sur la manipulation des médias aux États-Unis par l'élite politique et le monde des affaires, a rappelé que les États-Unis sont arrivés au 31<sup>e</sup> rang du classement de l'organisme Reporters sans frontières pour la liberté de presse, plus de 11 rangs derrière le Canada. « Selon RSF, si on considère le com-

portement des États-Unis en dehors de leurs frontières pendant la guerre, nous tombons au 135<sup>e</sup> rang », après l'Irak et le Pakistan, a-t-elle remarqué.

La journaliste a perdu un emploi à CBS et a vu son travail censuré à ABC parce qu'une enquête qu'elle menait sur l'écrasement d'un avion mettait dans l'embarras les entreprises de presse. Le portrait peu reluisant qu'elle brosse de la liberté de presse dans le pays de l'oncle Sam a trouvé écho dans la communauté journalistique québécoise, hier.

La nécessité de contrer la censure ainsi que la difficulté de gérer la propagande mise de l'avant par le monde politique ont été au coeur des débats des quelque 400 journalistes québécois qui se sont rassemblés à l'hôtel Hilton Lac-Leamy, à Gatineau.

Le congrès, qui marquait aussi le 35<sup>e</sup> anniversaire de la FPJQ, a mis l'accent sur les défis auxquels les journalistes ont eu à faire face dans la dernière année, autant dans la

couverture de la guerre en Irak que dans la celle de la politique provinciale.

Le film documentaire *À hauteur d'homme*, de Jean-Claude Labrecque, traitant de la relation entre le chef du parti québécois Bernard Landry et les journalistes affectés à la dernière campagne électorale, a fait l'objet d'une discussion animée entre la productrice du film, Monique Simard, et des journalistes parlementaires, des politiciens et des universitaires.

La journaliste de Radio-Canada Sophie Langlois, que l'on pouvait voir dans le documentaire, est d'avis que le film ne montre qu'une version tronquée du rôle des journalistes parlementaires et néglige de mettre au jour les rouages politiques qui obligent les journalistes à agir de manière insistante à l'occasion. « Les gens qui n'ont pas vécu une campagne électorale ne peuvent comprendre la force de la machine de propagande politique », a-t-elle argué.

Mme Langlois estime que les journalistes devraient peut-être tourner

le dos à la coutume voulant qu'ils voyagent dans les autocars des partis pour couvrir les moindres faits et gestes des chefs en campagne.

Professeure de sciences politiques à l'Université Laval, Anne-Marie Gingras a noté que, tant du côté politique que du côté journalistique, on peut observer une relation des plus difficiles dans laquelle « la classe politique, qui possède un ensemble d'outils de manipulation, a le haut du pavé ».

Monique Simard a rejeté certaines critiques à l'endroit du réalisateur, jugé trop proche de Bernard Landry par la communauté journalistique. « Le réalisateur ne connaissait pas Bernard Landry avant janvier 2003 et a commencé à tourner un mois plus tard. L'angle de son film s'est dessiné au cours du tournage. Il amenait avec lui un regard neuf, frais et non perverti sur la situation », a dit Mme Simard. Elle a ajouté qu'elle espérait que les journalistes tireraient certaines leçons de la réaction virulente du public, choqué par leurs méthodes de travail.

La couverture de la guerre en Irak a aussi été au coeur des discussions hier. Le journaliste de *La Presse* Jooned Khan, qui se trouvait à Bagdad durant la guerre, l'éditeur du magazine américain *Harper's*, John McArthur, ainsi que l'auteur français Eric Laurent ont comparé leur analyse de la façon dont les médias ont couvert « l'invasion américaine de l'Irak », selon leurs propres termes.

La place de la télé-réalité dans les médias québécois et la couverture des épidémies de pneumonie atypique, de la maladie de la vache folle et du virus du Nil ont aussi été scrutés à la loupe par les congressistes lors de cette journée d'auto-évaluation.

En plus des journalistes, quelques politiciens et patrons de presse se sont déplacés à Gatineau pour la journée de discussion. Notamment, la ministre Michelle Courchesne est venue parler de la refonte de la Loi sur l'accès à l'information, une loi essentielle au travail des journalistes, dont l'application a été maintes fois critiquée.

## La vengeance du *Journal de Montréal* contre TQS et *Loft Story* : un vrai roman!



LOUISE COUSINEAU

GATINEAU — Le sujet d'un des ateliers au congrès de la Fédération professionnelle des journalistes qui a lieu ce week-end à Gatineau était « Télé-réalité et information font-elles bon ménage ? » On s'attendait à un déballeage d'idées sur ce phénomène de plus en plus présent dans l'actualité et il y en a eu.

Mais on ne s'attendait pas à se retrouver dans une histoire de vengeance, style *Le Comte de Monte Cristo*. Il était question de l'absence totale de couverture dans le *Journal de Montréal* de l'auditoire de 1,6 millions récolté par la première de *Loft Story* à TQS.

Comme TQS n'est pas dans la convergence de l'empire Québecor, tout le monde a pensé que le *Journal* aimait mieux cacher la grande victoire de l'ennemi.

Mais voilà qu'un journaliste du JdeM, Mathieu Turbide, s'approche du micro pendant la discussion et nous annonce qu'il va nous raconter la vraie histoire. « On n'a pas parlé de *Loft Story* parce que Jean Lapierre — animateur du *Grand Journal* de 22 h à TQS — a rapporté les propos

d'un évêque raélien disant qu'il avait eu des relations sexuelles avec notre journaliste Brigitte McCann. D'ailleurs, le *Journal* poursuit M. Lapierre ! »

Les nombreux journalistes qui assistaient à l'atelier — il y avait du monde debout derrière — en ont été soufflés. La vengeance a dominé dans ce cas-là, ce qui n'a nui en rien à la convergence. Mais laissé un mauvais goût.

Le grand problème de nos jours, c'est que les empires journalistiques sont de plus en plus puissants. Celui de Québecor, qui possède TVA, le *Journal de Montréal* et de Québec, un tas de magazines artistiques, le câble Vidéotron et un magasin de disques est particulièrement omniprésent. Au lendemain de la première d'*Occupation double* à TVA, le *Journal* avait la photo des cinq candidats évincés sur sa première page.

Et tous les jours, des pigistes fabriquent deux pages sur *Occupation double*, a admis Richard Bousquet, chef de pupitre aux arts et spectacles du *Journal*. Un ordre de la direction de l'entreprise. Qui a négligé d'obtenir l'accord du syndicat des journalistes, comme la convention collective l'exige. Le syndicat a déposé un grief.

M. Bousquet convient qu'il préférerait que ces pages soient carrément identifiées comme publi-reportages. Quant au reste de sa couverture, il refuse d'admettre qu'elle est biaisée contre *Loft Story*, comme a accusé le

vp programmation de TQS Luc Doyon dans une lettre envoyée au rédacteur en chef du *Journal de Montréal*. Il va même jusqu'à insinuer que *La Presse* a fait beaucoup trop d'articles sur *Loft Story*. Mais la vice-présidente aux communications de TQS Thérèse David est formelle : *Loft Story* a une entente promotionnelle avec les journaux Gesca. Chaque jour, *La Presse* publie une annonce sur le Loft. Cette annonce est payée. Et il y en a aussi dans le

**Si les patrons exigent des articles flatteurs, où s'en vont la crédibilité et l'honneur de la profession ?**

*Journal*, dit-elle. Il n'y a pas eu d'entente rédactionnelle entre *La Presse*, TQS et les productions Guy Cloutier.

Mme David affirme que le malaise grandit dans le milieu journalistique depuis quelques mois. Richard Therrien, le chroniqueur télé du *Soleil* de Québec, n'en revient pas de l'abondante couverture des émissions de TVA dans les journaux Québecor, qui installent en première page des nouvelles aussi *hot* que « Caroline-Alexandra laisse un grand vide à la police de Longueuil ». C'est une des participantes

à *Occupation double*, comme les fans le savent. Et lorsque Maritza de *Star Académie* s'est décroché un poste de chroniqueuse à l'émission estivale *Sucré Salé*, le sérieux Pierre Bruneau lui a fait une entrevue de cinq minutes au TVA 17 h.

M. Therrien faisait remarquer que les patrons de Québecor qui assistaient aux congrès de la FPJQ ces dernières années rassuraient tout le monde sur les dangers imaginaires de la convergence. Or, aucun d'entre eux n'est au congrès de Gatineau ce week-end. Le vp information de TVA, Philippe Lapointe, est en vacances en Jamaïque. On aurait tous aimé avoir ses réactions sur les méfaits de la convergence.

Jean Pelletier, patron des affaires publiques à Radio-Canada, qui ne fait pas de télé-réalité mais s'y intéresse comme on l'a vu dans l'excellent reportage d'Enjeux, a cité une phrase de l'ancien président de TVA Philippe Lamarre dite à l'auteur Gordon Pitts : « TVA et le *Journal de Montréal* sont un fit parfait. Quand nous contrôlons les deux, nous contrôlons le Québec ». Les méga propriétés journalistiques sont de plus en plus fréquentes au Canada, ajoute-t-il. Cinq personnes contrôlent tous les journaux.

Alors que certains participants tentaient de minimiser l'impact de la couverture journalistique de la télé-réalité, « après tout, c'est rien que de

la télévision », le chroniqueur médias au *Devoir*, Paul Cauchon, a exposé le vrai problème : « On a créé un monstre et on ne sait plus quoi faire avec. Ce monstre commence à contaminer la couverture journalistique. »

En effet : bien des rumeurs circulent sur des départs et des réaffectations dans l'empire Québecor. Ont-ils été causés par une désobéissance quelconque aux ordres du grand patron ? La première qualité journalistique, c'est la liberté de rapporter une nouvelle avec le plus d'exactitude possible. Si les patrons exigent des articles flatteurs, où s'en vont la crédibilité et l'honneur de la profession ?

Le journaliste Michel Auger, celui-là qui a été victime d'un attentat dans le parking du *Journal de Montréal*, et qui fait des émissions à TQS, ce qui est assez étonnant, a rappelé que la FPJQ a toujours été contre la concentration des médias et a prêché pendant des années en ce sens. « Si on nous avait écoutés, dit-il, on n'en serait pas là. »

En attendant, il faut résister, dit Jean Pelletier. Il a cité le courage de la journaliste Elaine Ayotte qui a dénoncé — dans *La Presse* de vendredi — les méfaits de l'arrivée des nouvelles insignifiantes sur la télé-réalité dans les bulletins de nouvelles. Se fermant ainsi les portes de TVA et de TQS où elle a déjà travaillé.

## MONDE

# Deux hélicoptères s'écrasent à Mossoul : 17 soldats de la coalition sont tués

MARIAM FAM  
ASSOCIATED PRESS

MOSSOUL, Irak — Dix-sept « soldats de la coalition » ont été tués et cinq autres blessés hier soir dans la chute de deux hélicoptères américains Black Hawk à Mossoul, dans le nord de l'Irak, selon un nouveau bilan donné par le commandement américain.

Ce bilan est supérieur à celui de 16 morts enregistré lors de la chute d'un hélicoptère Chinook américain, abattu le 2 novembre dernier près de Falloujah, ville située à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad.

Les causes de la chute des deux Black Hawk à Mossoul restaient mystérieuses. L'armée n'a pas donné la cause de cet accident, mais certains soldats américains présents sur place ont affirmé que l'un des hélicoptères avait pu être touché par un tir venu du sol.

Autre explication avancée, mais non confirmée : des témoins ont affirmé que les deux appareils étaient entrés en collision en vol avant de s'écraser à Borsal, un quartier de l'ouest de Mossoul, la troisième ville du pays.

« La cause de cet incident fait l'objet d'une enquête », a déclaré le commandement américain dans un

communiqué. « Nous ne ferons pas de spéculation sur la cause de ces crashes. »

Un des hélicoptères transportait une force de réaction rapide et l'autre acheminait des soldats pour une mission dans le nord de l'Irak, selon le communiqué.

Le lieu de la chute des hélicoptères a été bouclé par l'armée américaine et les journalistes n'étaient pas autorisés à s'approcher des épaves. Toutefois, dans l'obscurité, on distinguait la silhouette d'un des deux hélicoptères, perché sur le haut d'un bâtiment de deux étages.

« Le lieu de l'accident a été sécurisé par l'armée américaine et par la

police et les pompiers irakiens », a déclaré le porte-parole de l'armée.

Les hélicoptères appartenaient à la 101<sup>e</sup> Division aéroportée américaine, qui contrôle le nord de l'Irak. L'accident s'est produit vers 18 h 30, une heure environ après le coucher du soleil, a précisé un porte-parole de l'armée américaine.

Hani, un témoin qui n'a souhaité donner que son prénom, a affirmé que les deux hélicoptères étaient entrés en collision en vol et que l'un d'eux s'était écrasé sur le toit d'une maison. « Je quittais la mosquée lorsque j'ai entendu un boum », a-t-il raconté.

# L'incendie d'un lycée juif à Paris secoue le pouvoir



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — S'il s'était agi d'un acte isolé, on n'en aurait pas autant parlé. Mais l'incendie (sans victime), dans la nuit de vendredi à hier, d'un lycée confessionnel juif à Gagny, en banlieue populaire parisienne, s'inscrit dans une longue liste d'incidents antisémites, principalement depuis octobre 2000, où l'on avait officiellement recensé 193 incidents en trois mois (contre neuf pour 1999).

Avec de nouvelles flambées en mars 2002 et mars 2003, les « incidents » antisémites s'étaient espacés. Mais sans jamais cesser vraiment : incendie d'une école loubavitch en juillet dernier en banlieue parisienne, agression dans la rue en octobre du rabbin de Ris Orangis (sud de Paris)... Et maintenant cet incendie, qui a dévasté l'un des deux bâtiments d'un lycée privé juif de Gagny, et dont le caractère criminel est évident.

Alors que, pendant une assez longue période, les pouvoirs publics avaient pris le parti de minimiser le phénomène, peut-être pour ne pas jeter d'huile sur le feu, la réaction a été cette fois unanime : toujours plus vite que son ombre, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, était sur les lieux en fin de matinée et déclarait que cet acte antisémite serait « sévèrement puni ». Au même moment, le ministre de la Justice, Dominique Perben, déclarait que ce crime était passible de 20 ans de prison. Dans l'après-midi, le ministre de l'Éducation, Luc Ferry, était à son tour sur les lieux. Et le président Chirac faisait savoir par communiqué que « la République ne tolérera aucun acte antisémite ».

« Nous constatons avec joie que les responsables politiques ont eu cette fois une réaction indéniable et forte, disait hier soir à *La Presse* Yonathan Arfi, président des Étudiants juifs de France. Cela dit, nous appelons à la vigilance, non pas juive, mais républicaine, car ce qui arrive concerne tous les Français. Il ne s'agit pas d'une guerre entre étrangers : les Juifs agressés sont des Français, et les agresseurs, d'origine maghrébine, sont aussi de jeunes Français. L'autre jour, nous sommes allés porter plainte suite à une lettre de menaces personnalisées à l'endroit d'un dirigeant de notre association. Un subalterne a dit au passage : et si Sharon évacuait les territoires palestiniens ?... C'est ce genre de raisonnement qui entretient le malaise. D'autant plus que nous constatons avec inquiétude que désormais des attentats antisémites ont lieu en dehors de tout regain de tension au Proche-Orient. »

La France a, avec 600 000 personnes, la communauté juive la plus importante en Europe de l'Ouest — d'ailleurs plutôt modérée en moyenne sur la question israélienne —, et compte environ 5 millions de musulmans, essentiellement d'origine maghrébine.

## LE TOUR DU GLOBE

GRANDE-BRETAGNE

### Bush, une menace

Une nette majorité de Britanniques voit le président américain George W. Bush comme une menace pour la paix dans le monde, selon un sondage publié aujourd'hui dans le *Sunday Times*, à quelques jours de son arrivée à Londres, mardi, pour une visite officielle de trois jours. Soixante pour cent des personnes interrogées par l'institut de sondage YouGov pensent que le président Bush constitue une menace pour la paix dans le monde et seulement 7 % estiment qu'il est un bon leader. Des manifestations hostiles à la politique américaine en Irak sont prévues au cours de sa visite ; 53 % des Britanniques sont favorables à ces manifestations, 41 % sont d'avis contraire. Par ailleurs, 37 % des Britanniques estiment que le président américain est « stupide », contre 10 % qui le décrivent comme intelligent, alors que 6 % des sondés trouvent qu'il s'exprime bien.

— d'après AP

PORTUGAL

### Journaliste libéré

Le journaliste portugais enlevé vendredi par des hommes armés dans le sud de l'Irak a été libéré hier, a annoncé son employeur, la radio privée portugaise TSF. « Ils m'ont relâché, je crois qu'ils m'ont laissé sur la route de Basora », la grande ville du sud du pays, a dit par téléphone portable Carlos Raleiras à la radio TSF. Il a confié qu'il n'avait pas été maltraité, qu'on lui avait donné de l'eau et des biscuits, qu'il avait été transporté de maison en maison pendant sa captivité, puis mis dans le coffre d'une voiture par ses ravisseurs et conduit dans le désert où il a été libéré.

— d'après AP

GÉORGIE

### Apaisement

Le mouvement de protestation qui secoue depuis près de deux semaines la Géorgie semblait s'essouffler hier, les rues de la capitale, Tbilissi, étaient calmes et ailleurs les manifestants n'étaient que quelques centaines, mais l'opposition radicale disait refuser de céder. Celle-ci exigeait toujours la démission du président géorgien Édouard Chevardnadzé et appelait à la poursuite du mouvement de « désobéissance civile ».

— d'après AFP

## Coalition Le volet italien des malheurs en Irak



PHOTO AP

À la base de Talill, en Irak, des soldats italiens pleuraient, hier, l'embarquement, à destination de leur pays, des dépouilles mortelles de 18 de leurs collègues tués lors d'un attentat survenu mercredi.

# Arnold au pouvoir demain

MARC LAVINE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

LOS ANGELES — Arnold Schwarzenegger sera investi demain gouverneur de Californie, un nouveau rôle dans son extraordinaire carrière qui lui demandera bien plus que des muscles pour assumer le défi qu'il s'est imposé.

À 11 h, l'ancien culturiste et star d'Hollywood prêterait serment à Sacramento, la capitale californienne, au cours d'une brève cérémonie devant 7500 invités.

À 56 ans, l'acteur d'origine autrichienne deviendra ainsi le 38<sup>e</sup> gouverneur de Californie, 36 ans après un autre acteur, Ronald Reagan.

Mais, contrairement à ce dernier, cette ascension ne peut le faire rêver à la Maison-Blanche, que la Constitution laisse inaccessible à une personne d'origine étrangère.

En prenant possession de son nouveau bureau, Arnold Schwarzenegger va mettre entre parenthèses pendant trois ans sa carrière ci-

nématographique fructueuse. Et il devra relever le défi le plus difficile de sa vie : démontrer qu'il peut gouverner et concrétiser les promesses faites avant sa facile élection par plus de quatre millions de Californiens le 7 octobre.

« Le budget, le budget et encore le budget. Il n'y a rien de plus important », résume le professeur Henry Brady, de l'université de Berkeley, en listant les priorités fixées au nouveau gouverneur.

« S'il arrive à résoudre ce problème, il sera un héros. Sinon, ce sera très difficile pour lui », affirme-t-il.

La vedette de plus de 30 films d'action, de « Predator » à « Conan le Barbare », a été élu en affirmant pouvoir rétablir les finances de l'État le plus peuplé des États-Unis. Les électeurs ont ainsi puni le gouverneur démocrate sortant, Gray Davis, accusé d'avoir creusé un déficit abyssal, estimé aujourd'hui autour de 26 milliards de dollars.

L'équipe mise en place par M.

Schwarzenegger, qui mélange républicains, démocrates et indépendants, s'est donné pour priorité, après avoir établi le véritable bilan financier, d'examiner l'ensemble des dépenses afin de déterminer lesquelles pourraient être réduites. Il s'agit théoriquement de la seule marge de manoeuvre du nouveau gouverneur puisqu'il a promis de ne pas augmenter les impôts.

« Il est difficile d'imaginer un moment moins propice pour devenir gouverneur », constate l'expert politique de l'université Claremont McKenna, Jack Pitney. « Mais cela peut lui être favorable en lui donnant l'opportunité de s'exprimer toutes ses capacités ».

M. Schwarzenegger réunira l'assemblée de l'État, à majorité démocrate, dès mardi pour débattre du prochain budget, qu'il doit présenter le 11 janvier.

Les chiffres ne sont pas ses seuls soucis puisqu'il devra se battre sur un autre front, celui des accusations de harcèlement sexuel qui ont fait surface durant la campagne.

# Al-Qaeda lorgnerait des armes de destruction massive

EDITH LEDERER  
ASSOCIATED PRESS

NEW YORK — Al-Qaeda est décidé à utiliser des armes chimiques et bactériologiques dès qu'il aura maîtrisé ces techniques de destruction massive, selon un rapport confidentiel de l'ONU dont l'Associated Press a obtenu une copie.

Seule « la complexité technique pour se servir correctement et efficacement » de ces armes fait encore obstacle, estime le collège de cinq experts, ce qui explique que le réseau d'Oussama ben Laden continue d'essayer de développer de nouveaux engins explosifs conventionnels, comme des bombes capables de passer les contrôles de sécurité.

Parallèlement, selon les experts, « le risque de voir Al-Qaeda acquiescer et utiliser des armes de destruction massive s'accroît » ; « inévitablement, Al-Qaeda envisage

toujours les armes chimiques et bactériologiques pour perpétrer ses actes terroristes. »

Le rapport est le deuxième du groupe d'experts réuni depuis janvier par le Conseil de sécurité des Nations unies pour superviser l'application des sanctions — embargo sur les armes, gel des avoirs, interdiction de voyager... — prises à l'encontre de 272 individus et entités liés à Al-Qaeda ou aux talibans.

Les experts ne citent pas de nouvel élément spécifique mais ils soulignent qu'une substance chimiquement pouvant contenir le virus du tétanos a été découverte récemment dans le sud des Philippines dans un repaire de la Jemaah Islamiyah, un groupe terroriste du Sud-Est asiatique qui serait lié à celui de Ben Laden.

Le rapport mentionne aussi la

crainte, évoquée le mois dernier au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qu'Al-Qaeda n'ait recours à l'empoisonnement alimentaire. « L'éventualité d'une bombe sale cause également une grande inquiétude », poursuivent les rédacteurs, faisant référence à la technique de dispersion de matériaux radioactifs au moyen d'explosifs conventionnels.

Le danger est d'autant plus important que, selon les experts de l'ONU, l'idéologie d'Al-Qaeda attire de nombreux jeunes musulmans dans le monde et particulièrement en Irak, ce qui fait redouter « de nouveaux attentats terroristes et de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité dans le monde ».

Or si la lutte contre le financement d'Al-Qaeda marque des points, le réseau parvient toujours à fournir des fonds à ses agents. Il a redéployé une bonne partie de ses activités financières sur certaines

régions d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est, où les opérations sont moins contrôlées.

Ainsi, « Al-Qaeda continue de recevoir les fonds nécessaires provenant d'oeuvres de charité, de riches bienfaiteurs et d'activités commerciales ou criminelles, y compris du trafic de drogue », estiment les experts, qui soulignent « le maintien d'un usage extensif de systèmes alternatifs de circulation des fonds ».

Le document épingle aussi les gouvernements qui refusent d'alimenter la liste des sanctionnés, bien qu'environ 4000 personnes aient été arrêtées ou soient détenues dans 102 pays du monde pour leurs liens présumés avec Al-Qaeda.

L'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Liban, le Maroc, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, la Syrie et le Yémen ont ainsi signalé l'arrestation de complices des talibans et d'Al-Qaeda mais n'auraient fourni que

peu de noms à ajouter à la liste.

Et même des personnes inscrites échappent aux sanctions et ont pu voyager, selon le document, qui cite les cas de deux financiers présumés des réseaux terroristes, Ahmed Idris Nasreddin et Youssef Nada. Leurs comptes bancaires sont gelés mais leurs autres biens, notamment des propriétés résidentielles ou commerciales à Campione d'Italia et Lugano, en Suisse, et à Milan, en Italie, n'ont pas été touchés. Et le 28 janvier, Youssef Nada se serait rendu de Campione d'Italia à Vaduz, au Liechtenstein, pour changer le nom de deux de ses sociétés figurant sur la liste des sanctions.

Les experts de l'ONU appellent le Conseil de sécurité à adopter une nouvelle résolution qui exige des 191 États membres qu'ils appliquent les sanctions. Sinon, préviennent-ils, les Nations unies « risquent d'être marginalisées » dans la lutte contre le terrorisme.

# Crise de leadership

## Plusieurs entrepreneurs sont paralysés par l'ampleur de la transformation du monde du travail au Québec

PIERRE BERNIER



L'auteur est président de la firme-conseils Le groupe Ambition.

Plusieurs chefs d'entreprises se plaignent du fait que la pénurie de main-d'oeuvre leur cause de sérieuses difficultés de recrutement. Comment expliquer ce phénomène lorsque le taux de chômage se situe autour de 10 % ? Les gens refusent-ils de travailler dans certains secteurs ou les entreprises préparent-elles mal leur relève ? C'est probablement un mélange des deux. Pour moi, la crise que nous vivons est une crise de leadership car plusieurs entrepreneurs sont paralysés par l'ampleur de la transformation du monde du travail au Québec. Cette transformation peut s'expliquer par plusieurs causes dont la mondialisation et le vieillissement de la population.

La période que nous vivons est intéressante parce que nous pouvons observer les grandes tendances économiques et planifier pour le futur. Nous savons tous que le monde du travail est en plein bouleversement et que la mondialisation va nous procurer des défis de société importants. Ainsi nous savons :

- > que la désindustrialisation est commencée, que plusieurs entreprises manufacturières sont menacées et qu'il y aura moins d'emplois disponibles dans certains secteurs ;
- > que la Chine pousse les prix des produits à la baisse, ce qui nous oblige à augmenter notre productivité et à maximiser l'utilisation de la technologie pour rester compétitifs ;
- > que la perte des emplois du secteur manufacturier, souvent mieux rémunérés, sera récupérée avec un salaire moindre par le secteur du service et obligera les travailleurs à se recycler dans des emplois qu'ils n'ont pas originalement choisis, causant ainsi des problèmes de motivation ;

- > que les entreprises doivent investir dans le développement des compétences du personnel pour assurer une mise à jour de ses habiletés et de sa compréhension des défis de l'organisation et de la complexité des systèmes ;

- > que l'ouverture des marchés, associée à une concurrence accrue, amènera une invasion d'entreprises et de produits étrangers et que les centres de décisions appartiendront de moins en moins aux Québécois nous rendant vulnérables aux décisions des sièges sociaux ;

- > que l'économie mondiale est incertaine, instable et très fragile et que des secteurs complets d'activités peuvent en être affectés (ex : SRAS, vache folle, 11 septembre) ;
- > que pour survivre, les organisations devront fusionner et/ou faire des alliances, des maillages, se réorganiser, se restructurer de façon continue.

**Vieillesse de la population**

L'autre grand facteur prévisible est le vieillissement de la population. Les études sur l'évolution démographique sont indiscutables et nous aident à prévoir et planifier les mouvements de personnel ou de population plusieurs années d'avance. Avec ces études, nous savons :

- > que la dénatalité mariée au vieillissement de la population entraînera un trou démographique qui causera un manque à gagner majeur, qui sera très difficile à combler par trop peu de travailleurs en emploi ;
- > qu'autour de l'année 2015, 20 000 postes d'infirmières et 5000 postes de médecins seront vacants ce qui affectera l'accès aux soins de santé ;
- > que les personnes âgées resteront dans

leur demeure le plus longtemps possible, car il n'y aura pas assez de maisons d'hébergement pour les accueillir ;

- > que le Québec est la province où la population vieillit le plus rapidement, obligeant l'État à se restructurer pour s'ajuster aux nouvelles demandes et ce, au prix de sérieuses crises sociales ;
- > que les entreprises devront remplacer leur personnel vieillissant, qu'elles doivent faire une gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre afin de faciliter la transition des différentes générations de travailleurs et ainsi, assurer leur croissance et leur viabilité à long terme ;
- > que plusieurs régions sont menacées à cause de l'exode des jeunes ;
- > que les entreprises doivent valoriser la transmission des connaissances entre les employés qui quittent pour leur retraite ;
- > que l'heure de la retraite sera retardée car la majorité des Québécois n'auront pas l'argent nécessaire pour vivre convenablement ;
- > que l'État providence sera moins présent, obligeant les gens et les organisations (en période difficile) à utiliser leur créativité pour continuer à être des valeurs ajoutées à la société ;
- > qu'il y aura des choix sociaux déchirants à faire dans les prochaines années pour faire face à la décroissance et au déclin de notre société rentrant ainsi dans l'ère de la grande turbulence ;
- > que beaucoup de gens sont dépassés par les événements et que plusieurs n'ont pas l'intérêt, les connaissances et les habiletés pour s'ajuster aux nouveaux besoins des employeurs.

Pourquoi, conscientes des éléments susmen-

tionnés, les entreprises et la société semblent paralysées par ces transformations ? (En fait, en sommes-nous conscients ?) Que faisons-nous, organisations et employés, pour être proactifs plutôt que réactifs ? Est-ce que les gestionnaires, devant la pression pour une meilleure rentabilité et le contrôle des opérations, savent quoi faire pour avoir un bon équilibre dans leur milieu de travail et optimiser la présence de leur personnel actuel et futur ?

La solution : que chaque partenaire (employeur et employé) prenne les responsabilités qui lui incombent.

**Chacun doit être conscient que le maintien de notre qualité de vie et de la richesse collective passe par une amélioration de notre productivité.**

Les organisations (les gestionnaires qui y travaillent) doivent avoir une vision claire de leur avenir et des stratégies pour être attractives pour leurs clients. Pour être attractives pour les candidats et habiles à retenir leurs employés à moyen et long terme, elles se doivent d'être reconnues comme des employeurs de qualité, de développer leur réputation à titre d'employeur, d'offrir des emplois de qualité et de présenter des opportunités professionnelles pour motiver les employés à accepter un poste et à y rester à moyen et long terme.

Elles doivent également s'intéresser aux be-

soins de son personnel et d'offrir des conditions de travail et une rémunération de qualité. De plus, elles doivent informer les employés par des données fiables et à jour pour les aider à prendre de bonnes décisions et les intégrer convenablement au début de leur carrière pour qu'ils acquièrent de saines habitudes de travail.

Et quoi dire de l'importance d'une bonne ambiance de travail, de la participation des employés aux décisions et de la qualité des appréciations de performance. Oui, les gestionnaires d'aujourd'hui ont besoin de faire de la saine gestion et stimuler la présence de chaque employé pour optimiser la productivité. Mais où sont-ils ces leaders capables de soulever et mobiliser ses partenaires ?

Pour leur part, les employés doivent prendre le leadership qui leur revient. Dans le contrat d'affaires avec leurs employeurs, ils se doivent d'être responsables, de s'aligner à la mission et aux valeurs de l'organisation, de performer et d'être présents, de développer leur expertise et leurs compétences, de contribuer et être de bons joueurs d'équipe, de s'accomplir et être imputables de leurs résultats, de partager leurs connaissances, de collaborer, de s'impliquer et être des membres actifs dans l'amélioration de la qualité de vie au travail.

La solution pour assurer notre avenir passe par la responsabilisation de chacun d'entre nous. Chacun doit être conscient que le maintien de notre qualité de vie et de la richesse collective passe par une amélioration de notre productivité et notre désir de nous impliquer dans la construction du nouveau modèle québécois.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Dans plusieurs secteurs de notre économie, une pénurie de main-d'oeuvre se pointe à l'horizon.

tionnés, les entreprises et la société semblent paralysées par ces transformations ? (En fait, en sommes-nous conscients ?) Que faisons-nous, organisations et employés, pour être proactifs plutôt que réactifs ? Est-ce que les gestionnaires, devant la pression pour une meilleure rentabilité et le contrôle des opérations, savent quoi faire pour avoir un bon équilibre dans leur milieu de travail et optimiser la présence de leur personnel actuel et futur ?

La solution : que chaque partenaire (employeur et employé) prenne les responsabilités qui lui incombent.

**Chacun doit être conscient que le maintien de notre qualité de vie et de la richesse collective passe par une amélioration de notre productivité.**

Les organisations (les gestionnaires qui y travaillent) doivent avoir une vision claire de leur avenir et des stratégies pour être attractives pour leurs clients. Pour être attractives pour les candidats et habiles à retenir leurs employés à moyen et long terme, elles se doivent d'être reconnues comme des employeurs de qualité, de développer leur réputation à titre d'employeur, d'offrir des emplois de qualité et de présenter des opportunités professionnelles pour motiver les employés à accepter un poste et à y rester à moyen et long terme.

Elles doivent également s'intéresser aux be-

soins de son personnel et d'offrir des conditions de travail et une rémunération de qualité. De plus, elles doivent informer les employés par des données fiables et à jour pour les aider à prendre de bonnes décisions et les intégrer convenablement au début de leur carrière pour qu'ils acquièrent de saines habitudes de travail.

Et quoi dire de l'importance d'une bonne ambiance de travail, de la participation des employés aux décisions et de la qualité des appréciations de performance. Oui, les gestionnaires d'aujourd'hui ont besoin de faire de la saine gestion et stimuler la présence de chaque employé pour optimiser la productivité. Mais où sont-ils ces leaders capables de soulever et mobiliser ses partenaires ?

Pour leur part, les employés doivent prendre le leadership qui leur revient. Dans le contrat d'affaires avec leurs employeurs, ils se doivent d'être responsables, de s'aligner à la mission et aux valeurs de l'organisation, de performer et d'être présents, de développer leur expertise et leurs compétences, de contribuer et être de bons joueurs d'équipe, de s'accomplir et être imputables de leurs résultats, de partager leurs connaissances, de collaborer, de s'impliquer et être des membres actifs dans l'amélioration de la qualité de vie au travail.

La solution pour assurer notre avenir passe par la responsabilisation de chacun d'entre nous. Chacun doit être conscient que le maintien de notre qualité de vie et de la richesse collective passe par une amélioration de notre productivité et notre désir de nous impliquer dans la construction du nouveau modèle québécois.

# La « dictature » des cotes d'écoute

## Le problème, ce n'est pas que la société Radio-Canada ait voulu se lancer dans ce qu'elle appelle « l'information-divertissement » ou « l'actualité-spectacle » ; c'est que cela ne fait pas partie de ses habitudes et qu'elle le fait mal

ANDRÉ-A. LAFRANCE

L'auteur est professeur au département de communication de l'Université de Montréal.

Dans une lettre ouverte aux médias, le président-directeur général de Radio-Canada, Robert Rabinovitch, « avoue » que la société d'État, attirée par l'appât des cotes d'écoute, a erré en voulant rendre ses téléjournaux plus conviviaux. Elle aurait succombé à ce qu'il dénonce comme une « dictature des cotes d'écoute ».

Le problème, ce n'est pas que la société Radio-Canada ait voulu se lancer dans ce qu'il appelle « l'information-divertissement ou l'actualité-spectacle » ; c'est que cela ne fait pas partie de ses habitudes et qu'elle le fait mal. Ce n'est pas son rôle. Qu'elle laisse cela aux té-

lévisions privées et qu'elle maintienne son rôle « pédagogique » d'information en profondeur avec des journalistes qui prennent le temps (de travail et d'antenne) pour remettre la « nouvelle » en contexte. Le téléspectateur n'est pas un imbécile. Il saura choisir selon ses besoins, par moments plus « légers » et par autres moments plus « lourds ».

Contrairement à ce que semble laisser entendre le pdg de Radio-Canada, « l'importance » de l'information ne vient pas nécessairement du nombre de journalistes « couvrant » une guerre ou une catastrophe écologique, mais bien de la qualité des personnes chargées de replacer la nouvelle dans l'ensemble des événements qui l'expliquent. Et cette explication, tout comme une pédagogie, n'est pas

nécessairement guidée ou ennuyante.

**À chacun son métier...**

En fait, l'échec des « nouveaux téléjournaux » de Radio-Canada ressemble plus à celle d'un professeur d'université qui voudrait garder l'attention de ses étudiants en donnant des airs de comédies musicales à sa matière scientifique. Ce n'est pas ce qu'on attend de lui et ce n'est pas pour cela qu'on est venu l'écouter. Dans ce mélange incongru des genres, ce professeur serait condamné à la déchéance de son « célèbre » confrère faisant le clown pour plaire à son « Ange Bleu » dans le film classique du même titre. Ce qui n'enlève rien, par ailleurs, au mérite et à l'intérêt du clown professionnel qui « fait le clown » ou du chanteur qui

donne dans la comédie musicale. À chacun son métier... et les mandats de chacun seront bien gardés.

Dans cette condamnation de « la dictature des cotes d'écoute », il y a comme un relent de mépris envers ce « bon peuple » qui se laissera nécessairement, et « bêtement », séduire par le plus bas dénominateur commun dans l'intelligence de l'information. Évidemment, si le gouvernement canadien continue à réduire son engagement financier envers la Société Radio-Canada, il pousse cette dernière dans les bras des publicitaires pour boucler son budget. Or, la publicité se paie à la mesure des cotes d'écoute.

Il y aurait, me semble-t-il, une autre façon de voir les choses. Supposons que...

> les cotes d'écoute soient l'expression « démocratique » du choix des

téléspectateurs comme leur vote l'est pour le choix de leur gouvernement ;

> les téléspectateurs soient prêts à payer, comme consommateurs, plus chers leurs produits pour avoir le droit de financer, par la part du prix consacré à la publicité, des émissions-spectacles ;

> et que ces mêmes téléspectateurs soient, par ailleurs, prêts à financer, comme citoyens payeurs d'impôts, l'information-référence que le pdg de Radio-Canada prétend vouloir leur fournir.

Et si, au lieu de dépenser des millions en commandites et campagnes « d'information » des citoyens, le gouvernement fédéral consacrait cet argent à leur offrir une source d'information-référence pour les moments où l'intérêt soulevé par l'information-spectacle crée, chez eux, des besoins « plus lourds » en ce domaine ?

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Le gouffre



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Les dernières données publiées au sujet de l'assurance médicaments confirment que malgré les hausses répétées des contributions exigées des usagers, le régime continue de gruger une part de plus en plus importante des fonds publics. Pour stopper l'hémorragie, le gouvernement devra prendre des mesures énergiques... et surtout ne pas élargir la portée du régime.

Avant même la mise sur pied du régime, celui qui était alors président de l'Industrielle Alliance, Raymond Garneau, avait prédit une explosion des coûts, en raison de la nature hybride du système : mi-assurance, mi-programme social. C'est exactement ce qui s'est produit. De 1998 à 2002, le coût brut de l'assurance médicaments

### Québec doit éviter tout élargissement de la portée du régime d'assurance médicaments.

est passé de 1,3 milliard à 2,3 milliards. Québec a eu beau augmenter la participation des patients, le programme lui a coûté en 2002, net, 1,4 milliard. Un bond de 79 % en quatre ans.

Pourquoi ? Chacun a sa théorie. Nombreux sont ceux qui blâment les fabricants, qui lanceraient sur le marché des nouveaux médicaments toujours plus chers, dont les bénéfices thérapeutiques supplémentaires ne sont pas toujours évidents. On dénonce l'agressivité du marketing, qui favoriserait la surconsommation. D'autres analystes estiment que les médecins prescrivent plus vite que leur ombre et s'entichent trop facilement de la dernière pilule à la mode.

La vérité est sans doute faite d'une combinaison de tous ces facteurs. Pour ce qui est du prix des nouveaux médicaments, il faut cependant noter que le coût moyen des ordonnances a augmenté beaucoup moins vite (4,7 % par an depuis 1997) que le nombre d'ordonnances (11,5 % par an). À elles seules, des mesu-

res s'attaquant aux prix seraient donc insuffisantes.

Dès la première année d'existence du régime, le gouvernement a pris conscience de la croissance rapide des dépenses. Études et consultations se sont multipliées, diverses mesures ont été prises... mais les dépenses ont continué d'augmenter. Et tout indique qu'avec le vieillissement de la population, cette tendance va perdurer. Alors, que faire ?

En premier lieu, il faut faire preuve de réalisme. Il serait bête de s'imaginer que le Québec peut mettre au pas l'industrie mondiale du médicament. Il serait futile aussi de rêver à une solution magique. Tous les pays du monde ont tenté de juguler la croissance des coûts des médicaments ; aucun n'y est parvenu. Cela dit, être réaliste ne signifie pas qu'on baisse les bras.

Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a chargé un comité de fonctionnaires de lui proposer des pistes de solution. Le mandat du comité laisse penser que le ministre songe surtout à agir sur les prix. Cependant, il est clair que Québec devra aussi se pencher sur la consommation. Le précédent gouvernement avait créé le Conseil du médicament, chargé de réviser la liste des médicaments payés par l'État et d'étudier l'utilisation des divers médicaments. Cette

voie nous paraît particulièrement prometteuse. Le Conseil devrait, notamment, se pencher de toute urgence sur la prescription de psychotropes (antidépresseurs, calmants, somnifères, etc.). Seulement pour les prestataires de l'assistance-emploi, il en a coûté plus de 100 millions l'an dernier à la RAMQ, 1000 \$ par participant !

Le Conseil du médicament étant encore en train de s'organiser, il est trop tôt pour savoir s'il disposera des ressources et de la détermination nécessaires. Si ce n'est pas le cas, le gouvernement devra y voir sans tarder.

Entre-temps, Québec doit éviter tout élargissement de la portée du régime. C'est pourquoi il nous apparaît irresponsable pour M. Couillard de laisser miroiter la gratuité des médicaments pour les personnes âgées les plus démunies et pour les prestataires de la sécurité du revenu. Avant de s'engager dans de nouvelles dépenses, le gouvernement doit être capable de maîtriser les coûts du régime dans sa forme actuelle. Il en est loin.

## Le fantasme du frigo



kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

C'est fou comme la vie de famille peut changer une femme. Avant l'époque du conjoint, des enfants et de la fourgonnette, ces dames rêvent de voyages exotiques ou de literie de luxe. Après viennent les bébés, et la vie de fou commence. Et un jour, on s'aperçoit que le frigo est devenu notre nouveau fantasme.

Mais pas n'importe quel frigo. Le frigo du futur. Celui qui, comme le *Screenfridge* d'Electrolux, pourra vous suggérer des recettes à exécuter avec ce qu'il y a à l'intérieur.

### Imaginez le cauchemar. Votre frigo se met à vous faire la morale.

Ou qui pourra commander lui-même, sur Internet, les litres de lait indispensables à la survie de votre famille, avant même que vous soyez à sec.

Encore mieux, le frigo-four de Polara. Vous y placez vos cuisses de poulet tandoori préparées la veille. L'appareil réfrigère le tout, jusqu'à l'heure programmée pour les cuire. Vous avez du retard ? Téléphonnez à votre frigo-four, il remettra la cuisson à plus tard. Imaginez le portrait parfait de la vie de famille qui en résulte : lorsque, à 17h52, vous passez la porte, votre poulet est à point. Il ne vous reste qu'à mettre la table, touiller une salade et hop ! Tout le monde est prêt à manger à 18h.

Le fantasme suprême de la super-woman.

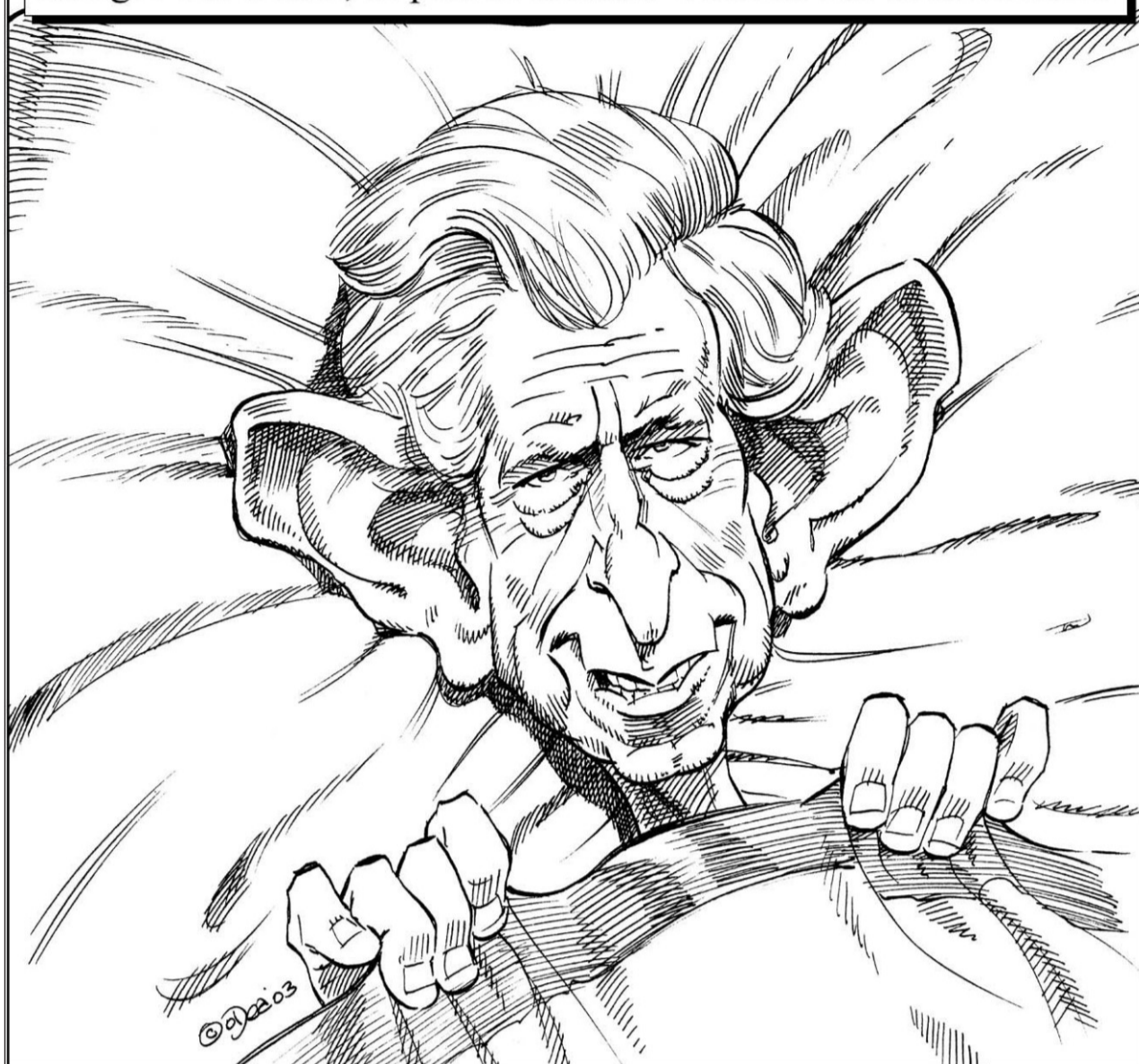
Les professeurs Tournesol de la domotique s'activent depuis plusieurs années pour nous concocter une cuisine « intelligente ». Le frigo avec écran Internet est déjà en vente dans les magasins du Québec. Mais les projets sont beaucoup plus ambitieux. Par exemple, une poubelle à puce, qui « lira » tout ce que vous jetez et fera une liste d'épicerie en conséquence. Un four qui dialoguera avec le lave-vaisselle, pour lui signaler, par exemple, l'arrivée d'un défi majeur sous la forme d'un plat à gratin bien collé. Évidemment, certaines choses sont plus complexes... ou plus utiles que d'autres.

Il y a aussi un hic majeur : le prix. Les superfrigos dont on parlait plus haut se détailleront probablement autour de 15 000 \$. À ce prix-là, seuls les célibataires pourront s'en payer. Et ils finiront quand même par aller au restaurant...

Et il y a d'autres petits problèmes collatéraux. Si le frigo devient intelligent, un petit malin pensera sûrement un jour à lui coller une nouvelle fonction, du genre compter les calories. Imaginez le cauchemar. Votre frigo se met à vous faire la morale. Tut, tut, tut, madame, votre consommation de gras est excessive aujourd'hui, et vous en êtes à 2718 calories. Sans parler du fait que votre épicier se transformera en une sorte de *Big Brother*, en conservant des fichiers électroniques de toutes vos commandes de l'année. Le Nutella sera donc livré à votre porte, avant même qu'il en manque. Il finira bien sûr par vendre ses listes de clients et vous serez inondé, par la poste, d'échantillons de produits concurrents.

Non, décidément, il va falloir réviser nos fantasmes.

## Malgré ses tracas, le prince Charles dort sur ses deux oreilles



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## D'UN CANADA À L'AUTRE

## L'«ami» de tous

Partout au Canada, les gens et les groupes d'intérêts sont convaincus que Paul Martin sera leur ami

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur aux affaires nationales au journal *The Globe and Mail*.

Paul Martin rencontre aujourd'hui les premiers ministres provinciaux à Regina où ils assistent au championnat de la Coupe Grey.

M. Martin est le chef du Parti libéral, mais il n'est pas encore premier ministre. Qu'à cela ne tienne, les premiers ministres provinciaux savent qu'il sera le patron à Ottawa. Ils savent aussi qu'il souhaite être leur ami. Qu'est-ce qu'ils veulent obtenir de lui ? De l'argent, de l'argent et encore de l'argent. C'est ce que les provinces souhaitent toujours recevoir.

Paul Martin aimerait bien être l'ami de tous. Partout au Canada, les gens et les groupes d'intérêts sont convaincus qu'il sera leur ami. Les Canadiens de l'Ouest nourrissent l'espoir que M. Martin sera plus sensible à leurs préoccupations. Les Québécois pensent qu'il cédera quelques éléments de juridiction et qu'il enverra plus d'argent à Québec. L'Ontario, et en particulier Toronto, s'attendent à ce que M. Martin traite mieux la province. Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse prévoient que l'éventuel premier ministre canadien mettra un terme à une situation injuste par laquelle 70 cents reçus au titre de paiements de péréquation sont perdus pour chaque dollar tiré des ressources au large des côtes.

Les fermiers et le monde des affaires, les environnementalistes et les tenants de l'action sociale, les riches et les pauvres, francophones et anglophones perçoivent tous M. Martin comme un ami. Par conséquent, lorsque M. Martin deviendra premier ministre, les attentes à son égard seront complètement irréalistes. Il lui est impossible de donner satisfaction à tout le monde. Il devra prendre des décisions, et ces décisions vont irriter certaines gens, certains groupes d'intérêts dans des régions. Mais tel est le prix du leadership.

M. Martin avait entretenu l'espoir de devenir premier ministre avec de l'argent à dépenser. Mais Jean Chrétien ne l'entendait pas de la sorte. Ce dernier a dépensé tous les surplus fédéraux au-delà du

fonds de 3 milliards pour éventualités. Cette année. L'an prochain. Et l'année d'après. Jamais auparavant un premier ministre n'a-t-il préparé sa sortie de la vie publique en dépensant autant d'argent sur une aussi longue période. C'est sciemment qu'il n'a laissé aucune marge de manoeuvre à son successeur.

Alors, M. Martin n'a pas d'autre choix que de réduire les dépenses gouvernementales pour mettre de l'avant ses propres priorités. Ce n'est pas de cette manière qu'il souhaitait entreprendre son mandat de premier ministre, mais M. Chrétien ne lui a pas laissé le choix.

Si M. Chrétien a pu agir d'une manière si irresponsable, c'est parce que John Manley a été ministre des Finances. M. Manley ne dispose d'aucune base dans le Parti libéral comme il l'a découvert lorsqu'il a tenté de participer à la course à la direction. Il n'avait

### Lorsque M. Martin deviendra premier ministre, les attentes à son égard seront complètement irréalistes.

attenté à la direction. Il n'avait aucune expérience du portefeuille des Finances. Il a assuré M. Chrétien de son appui inconditionnel dans la guerre Chrétien-Martin. Il ne pouvait donc pas soutenir l'éventuel premier ministre.

#### Nouveau cabinet

Parlant de M. Manley, il faut préciser que l'une des premières tâches du premier ministre Martin sera la formation d'un nouveau cabinet.

M. Martin est convaincu que les Canadiens veulent du changement. Il bénéficie également de l'appui de la majorité des députés libéraux d'arrière-ban. Il tente aussi, sans succès jusqu'à présent, d'attirer des femmes et des hommes de qualité extérieurs au monde politique pour qu'ils se présentent à des élections. Pour toutes ces raisons, il serait très peu sage de garder le cabinet Chrétien.

Par conséquent, les deux tiers et peut-être même les trois quarts des ministres actuels seront remplacés. M. Chrétien offrira des nominations de favoritisme à quelques-uns. D'autres quitteront la politique. Il est possible que quelques-uns soient nommés par M. Martin. Les autres comprendront qu'il n'y a pas de place pour eux au sein d'un cabinet Martin et ils

ne se présenteront pas de nouveau.

M. Manley fait partie de ceux qui ne seront vraisemblablement pas membres du cabinet Martin après les prochaines élections. Mais s'il se présente à nouveau, il fera le pari qu'il deviendra ministre des Affaires étrangères, le seul poste qu'il souhaite obtenir. C'est un pari risqué.

Parmi les autres qui ne reviendront presque certainement pas au compte Lucienne Robillard, Martin Cauchon, Sheila Copps, Don Boudria, Jane Stewart, Herb Dhaliwal, David Collenette, plus une dizaine d'autres ou même davantage.

Il se peut que les trois seuls ministres certains de revenir au sein du cabinet soient Pierre Pettigrew, du Québec, Anne McLellan, de l'Alberta, et Ralph Goodale, de la Saskatchewan.

M. Martin souhaite ardemment attirer en politique des représentants du secteur privé. Il a échoué jusqu'à présent. La plupart des candidats de prestige qui songent à rejoindre les rangs de son équipe sont des anciens politiciens qui avaient été actifs dans les arènes provinciales ou municipales.

Le fait est que d'un bout à l'autre du pays, les représentants du secteur privé ou ceux qui occupent des postes d'importance dans les universités ne veulent pas se lancer en politique, un point c'est tout ! Il y a un mois à Montréal, j'ai demandé à cinq hommes d'affaires francophones bien en vue s'ils songeaient à se présenter sous la bannière libérale au fédéral. Après tout, dis-je, être candidat libéral dans une circonscription comme Outremont c'est s'assurer une victoire facile. Réponse unanime : personne n'était intéressé.

Au cours du dernier mois à Vancouver, Calgary, Toronto et Saint-Jean, j'ai obtenu une réponse identique. Les gens ne veulent pas se présenter, même pour un premier ministre qu'ils admirent et pour un parti qui, à leur avis, remportera la victoire. C'est la politique qu'ils abhorrent, pas M. Martin.

Ce dernier a souvent évoqué le « déficit démocratique » qui touche le Canada. Les gens se désintéressent de plus en plus de la politique et M. Martin le sait bien. L'un de ses plus grands défis sera donc de trouver des candidats, d'accorder aux députés plus de responsabilités au parlement et de tenter de faire mousser de nouveau l'intérêt des Canadiens envers leur propre gouvernement national.

# À VOTRE TOUR

## Trop, c'est trop!

### LETTRE DE LA SEMAINE

JULES ÉDOUARD GAUDET  
*L'auteur est Longueuillois.*

Nous sommes aujourd'hui agressés de toutes parts par des demandes non sollicitées. Pensons aux pourriels de l'Internet, au *junk mail* du courrier, au télémarketing du téléphone et au porte-à-porte de toutes sortes.

De toutes les agressions, la plus personnelle et la plus insidieuse est évidemment celle qui nous attaque au seuil de notre porte. Celle qui nous force à ouvrir notre vie privée pour y répondre.

Personnellement, j'en suis venu à répondre très agressivement à tous ceux qui frappent à ma porte d'entrée qui, par ailleurs, exhibe un autocollant « pas de colporteur ». Quand je leur pointe ledit avertissement en leur demandant s'ils savent lire, on me répond immanquablement qu'ils ne sont pas des colporteurs, qu'il s'agisse d'un vendeur de tablettes de chocolat, de thermopompe, d'assurances, de terrassement, de carte VIP, de fraises biologiques, sans compter le vendeur de crevettes congelées et les vendeurs de religion.

Combien d'anecdotes je pourrais vous raconter. Comme toutes les fois où j'avise ces colporteurs que je ne suis pas intéressé avant qu'ils ouvrent la bouche et que je me fais répondre : « Ça ne se peut pas que ça ne vous intéresse pas parce que vous ne savez pas ce que je colporte ! »

Une autre fois, alors que je tentais d'expliquer à un colporteur qu'il se serait évité mon air bête s'il avait tout simplement respecté l'avis indiqué sur mon autocollant, je me suis fait dire par ce colporteur (et devant mes enfants) qu'il espérait qu'ils développent un esprit plus ouvert que celui de leur père !

Ou la fois où, après avoir fort probablement sèchement, mais quand même de façon très civilisée, avisé une vendeuse de religion que ça ne m'intéressait pas, j'ai dû aller jusqu'à lui citer l'article 40 du Code criminel (défense de maison d'habitation) pour qu'elle ôte son pied du pas de ma porte !

#### « Colportage non sollicité »

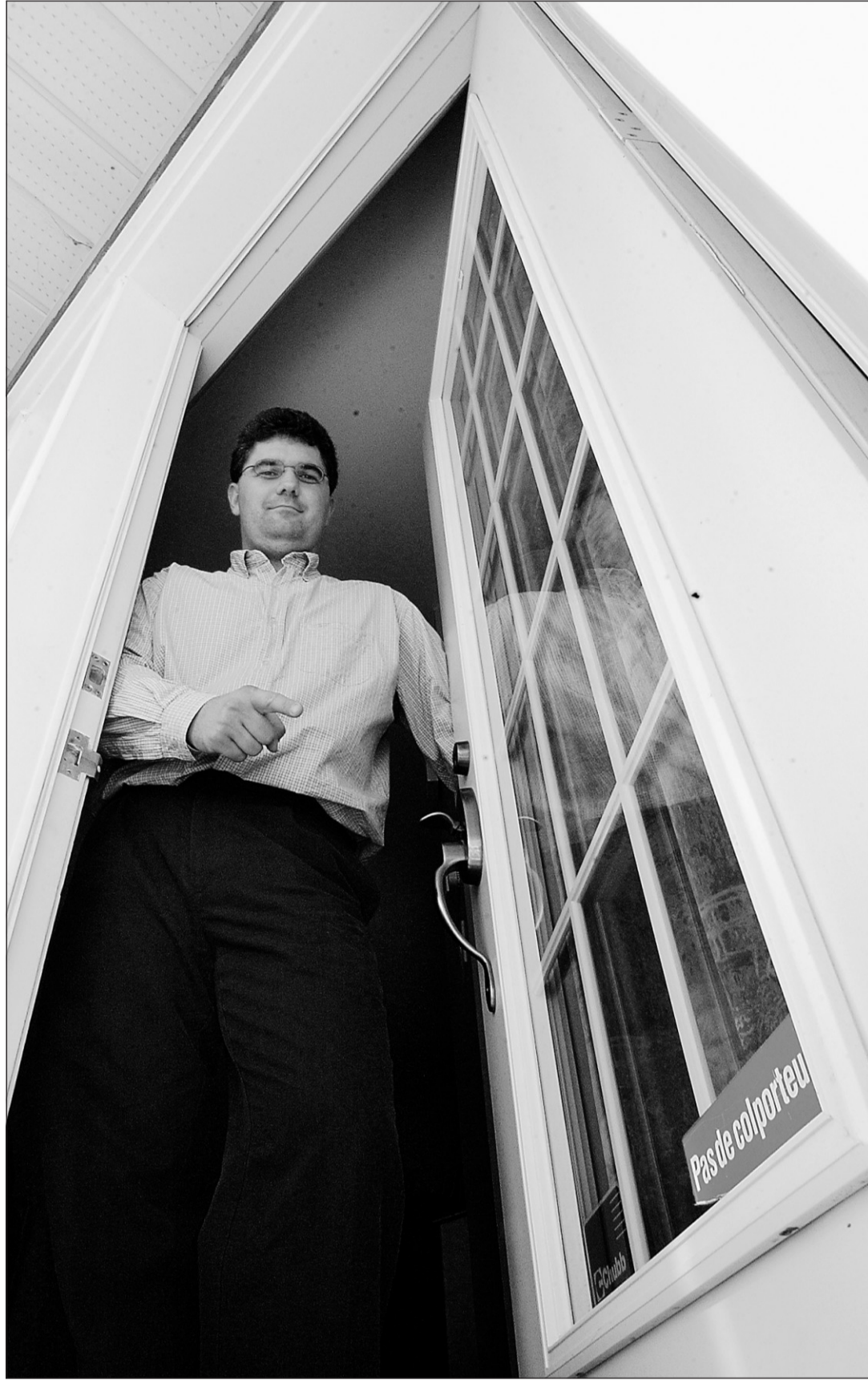
Trop c'est trop ! Certains abusent de leurs droits et empiètent sur notre propre liberté en voulant nous imposer la leur. Ils ne comprennent pas que toute liberté se termine là où celle des autres commence.

Permettez-moi de suggérer une solution pour permettre aux citoyens de la ville de Blainville d'éviter les visiteurs indésirables. Pourquoi ne pas créer une infraction de « colportage non sollicité ».

Chaque citoyen le désirant pourrait se procurer un autocollant au message clair indiquant qu'il désire ne pas être importuné et l'afficher visiblement à sa porte. Et pour être vraiment certain que le message soit bien compris par tous, il faudrait s'assurer d'intégrer un graphisme compréhensible pour les colporteurs d'âge préscolaire ou illettrés.

On pourrait également fournir à ce citoyen un rapport d'infraction, sorte de liste des informations à collecter pour assurer le signalement du colporteur lors de l'envoi du constat d'infraction et pour rafraîchir sa mémoire si la contravention est contestée.

Tout contrevenant, donc une personne qui brime sciemment notre « liberté de vie privée », après avoir été clairement informé de



Jules Édouard Gaudet en a ras-le-bol de voir son « territoire » envahi par tant de colporteurs.

PHOTO PIERRE McCANN, La Presse®

notre volonté, pourrait recevoir une amende de 500 \$ ou de 1000 \$. Le montant de l'amende devrait être élevé pour décourager tout colporteur d'utiliser la loi des grands nombres pour justifier son intrusion et parce que l'infraction veut réprimer une attaque insidieuse à ce que les gens ont de plus personnel : leur intimité.

Une municipalité ne peut légiférer de façon générale pour enfreindre la liberté de religion, même indirectement. Et c'est très bien ainsi. Mais chaque citoyen, individuellement, a le droit d'exiger que sa propre liberté de religion soit respectée. Je suis convaincu

qu'après avoir confronté cette infraction à la balance des droits, un tribunal ne pourrait conclure que la liberté de religion de tous est respectée.

Je peux également vous assurer que si une telle infraction existait dans ma municipalité, je changerais d'air lorsqu'on frappe à ma porte. C'est avec le sourire, et avec mon appareil photo, que je répondrais désormais aux colporteurs.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Gaudet recevra une copie laminée de cette page.

## Les vieux...

JEAN-PIERRE BÉLANGER  
*L'auteur est un Montréalais.*

Non, ça ne me plaisait pas d'assister à un soixantième anniversaire de mariage. C'est sûr, j'en avais la conviction, l'événement rassemblerait une majorité de vieilles personnes que je devrais écouter, encourager, traîner psychologiquement. Pourtant, quand j'arrive, la maison de campagne est belle et, descendant de voiture, des rires me parviennent. Je gagne le jardin et je les découvre tous là. Le groupe fait songer à une forêt d'arbres autrefois très droits, sur lequel le vent de la vie se serait acharné à souffler, des arbres qui penchent, craquent, mais résistent. Ils sont souriants, très vivants, dignes surtout, biens mis, certains portent un petit chapeau coquet.

Je prends place aux côtés de celle qu'on appelait autrefois la grande Jeannine. Elle est devenue très voûtée, ce qui ne l'empêche pas de conserver son énergie et son enthousiasme de Don Quichotte. Elle me confie que je lui fais penser à sa fille Madeleine. Qui avait le même âge que moi. Mado est disparue dans un accident de voiture, dans le bout de Joliette.

La grande Jeannine poursuit : ce soir-là, son mari, qui ne voyait presque rien à cause de ses cataractes, mais qui de fait voyait davantage que ceux qui avaient des yeux, lui avait fait remarquer, d'après la voix de Mado, qui venait de les quitter : « Je sens qu'il y a quelque chose qui ne va pas avec Mado. Elle ne va pas bien. »

C'est bien pour dire, à 23 heures, elle était morte.

Puis la grande Jeannine me dit que sa fille et elle passaient leur vie à s'obstiner pour des riens, mais qu'au fond elles ne pouvaient se passer l'une de l'autre. Jeannine ne s'est jamais habituée à l'absence de Mado. Et pendant des années, elle et son mari sont retournés à Joliette, pour parcourir le tronçon de route où celle-ci avait disparu afin de comprendre ce qui avait pu se passer. La police avait conclu que Mado s'était endormie au volant, mais Jeannine et son mari refusaient ce scénario. Inlassablement ils étaient donc retournés à cet endroit afin d'élaborer un scénario qui convenait davantage au caractère volontaire de leur Mado. Ils avaient fini par conclure qu'un chevreuil avait jailli du bois, puis que Mado avait tenté de l'éviter, c'est bien elle, ça, la Mado, jamais elle n'aurait tué un animal, tout pour l'éviter, c'est bien ça, elle. La voiture avait dérapé, puis accompli une série de tonneaux.

La grande Jeannine ne se répand pas en pleurs. Elle sourit, mais son sourire ne contient pas de joie. Il contient de la lumière. Une sorte d'éblouissement qui vient de l'intérieur, d'un autre monde, du monde de l'esprit. Elle a dû toucher le fond, la Jeannine, puis elle a dû s'accrocher à la lumière du ciel pour remonter. Et cette femme de lumière de me confier que Mado est morte dès le premier tonneau. Le cou sectionné. Elle n'a pas souffert. Son visage était intact. Elle n'avait qu'une petite coupée de sang au coin de la bouche.

C'est alors que l'oncle Tom annonce qu'il doit partir, à cause des embouteillages. Avec les années, il est devenu pratiquement sourd, il doit lire sur les lèvres de ses interlocuteurs, petit à petit de se tasser. La grande Jeannine se lève pour lui faire ses salutations. Elle aussi est devenue très petite avec le temps. Je me dis que c'est probablement à cause du lot de souffrances qu'elle porte sur ses épaules. C'est vraiment étrange parce que, quand je la vois s'arrêter devant l'oncle Tom, on dirait qu'à ce moment elle est n'est plus petite, mais grande. Très grande, je dirais même. Elle se penche sur lui avec une attitude protectrice. Elle l'enveloppe de ses bras, maternelle.

Je songe alors, l'observant, que protéger un plus faible doit assurément rendre plus grand. Et la grande Jeannine, maintenant devenue encore plus grande, étirent Tom. Elle parle fort, prononçant exagérément afin qu'il puisse lire sur ses lèvres, mais sa voix reste pleine de tendresse. Elle lui recommande de faire attention à lui. À sa santé. Et sois prudent en revenant à la maison. Et mange un peu plus, qu'elle ajoute aussi, ça va te remplumer. Et elle l'embrasse. Il y a de la noblesse dans son geste. Même que, les regardant, j'ai l'impression que c'est la vie elle-même qui se penche pour porter respect à la vie.

## Oui, ça existe, je l'ai trouvé!

MICHELINE MERIZZI BRAULT  
*L'auteure réside à Vaudreuil-Dorion.*

Chaque jour, on lit ou on entend des récits malheureux d'événements qui surviennent dans le milieu hospitalier, particulièrement dans les centres de soins de longue durée communément appelés CHSLD. Les remarques positives sont très rares. Pourtant dans plusieurs de ces établissements, il y a du personnel qui rend la vie suppor-

table aux patients en apportant soutien, sourires, bons soins et services. Oui, il en existe, et j'en ai même trouvé un !

À Saint-Jérôme, le centre Lucien G. Rolland est composé d'un personnel hors pair. Tout est là pour ensoleiller la vie des patients. Physiquement, les lieux sont agréables, entourés d'arbres, avec un beau jardin l'été, tout juste derrière l'hôpital. À l'intérieur, tout le personnel fait preuve de compréhension.

En plus d'apporter à chacun des soins remplis de tendresse, tout est organisé dans le détail. On décore les lieux selon les mois, on affiche température et date, histoire de garder contact avec la réalité. Une animatrice et une équipe de bénévoles organisent des activités de toutes sortes : déjeuners spéciaux, après-midi de musique, bricolage etc. On fait même, pour les patients en chaise roulante, des sorties particulières.

## Ô sacrilège, une télévision, ça s'éteint!

MICHEL GAGNON  
*L'auteur est psychologue.*

Récemment, un collectif de personnes représentant différents organismes, incluant l'Ordre des psychologues du Québec dont je fais partie, s'est présenté devant les médias pour dénoncer la prolifération de scènes de violence à la télévision à l'heure de grande écoute, et leur impact nuisible sur les enfants. Évidemment, il est difficile de s'opposer à un geste d'une telle vertu. Et pourtant, en voyant ce « point de presse » à la télévision, j'ai ressenti un certain malaise que j'arrivais difficilement à m'expliquer. Après réflexion, voici quelques éléments d'explication à mon malaise. D'abord, il y avait la présence d'une enfant à qui on faisait dire à quel point elle trouvait

effrayant qu'on passe des scènes très violentes « ... à l'heure du manger ». Premièrement, je trouve toujours démagogique l'utilisation d'enfants dans de telles circonstances. Deuxièmement, que faisait cette enfant à regarder la télévision pendant le repas ? Ça en dit long sur la communication qui existe dans cette famille. Et troisièmement, que font les parents dans de telles circonstances ? N'ont-ils pas un rôle à jouer dans l'éducation de leurs enfants et le contrôle de ce qu'ils regardent à la télévision ? Cela ne reflète-t-il pas le désistement des parents face à leurs responsabilités en demandant à l'État de prendre le contrôle ? Et les parents ne peuvent-ils pas interdire à leurs enfants le goût de faire autre chose que regarder la télévision ? Le message du collectif laisse sous-entendre que nos enfants sont

prisonniers de l'appareil de télévision et forcés de regarder ce qu'on y présente. C'est grave ! A-t-on perdu de vue qu'une télévision ça se change de poste et même, ô sacrilège, ça s'éteint ?

Évidemment que je préférerais que les diffuseurs fassent preuve d'un meilleur discernement. Pourquoi, par exemple, accepte-t-on qu'on présente à ces heures une aberration comme *Lofi Story* ? Et ce que je trouve encore pire, ce sont les bulletins de nouvelles qui sont aussi présentés à ces heures. Si on suit le raisonnement du collectif, il faudrait aussi les bannir des ondes, car on y trouve régulièrement une violence de plus en plus excessive, et l'impact sur les enfants m'apparaît encore plus dommageable que les films. À preuve, le reportage paru dans *La Presse*, du samedi 1<sup>er</sup> novembre, sur les gangs de

rue, dans lequel les jeunes mentionnent qu'ils prennent exemple non pas sur Rambo mais sur George W. Bush, dont le principe de guerre préventive et de contrôle du territoire en imposant son pouvoir par la force correspond exactement à la philosophie des gangs de rue.

Si, par malheur, mon enfant voit une scène où Rambo tue plein de monde et qu'il me demande pourquoi il fait cela, je pourrais toujours lui répondre que c'est un film, que ce n'est pas pour vrai, qu'ils font semblant. S'il voit un bulletin de nouvelles où on montre des bombardements de l'armée américaine ou israélienne, ou des attaques terroristes, provoquant plusieurs morts dont des enfants à moitié déchiétés, et qu'il me demande pourquoi ils font ça, quelqu'un pourrait me dire ce que je réponds ?



Une vingtaine de recherches récentes le démontrent :  
les produits laitiers contribuent à la perte de poids.

Un autre bienfait des produits laitiers ! De plus en plus d'études suggèrent qu'une alimentation riche en calcium peut aider les gens qui suivent un régime amaigrissant à diminuer davantage leur pourcentage de gras et leur poids<sup>1,2,3</sup>. **Et l'effet est encore plus marqué lorsque le calcium provient du lait, du fromage ou du yogourt** que lorsqu'il est consommé sous forme de suppléments. Raison de plus de consommer les 2 à 4 portions quotidiennes de produits laitiers recommandées par le *Guide alimentaire canadien pour manger sainement*. Pour plus d'information, visitez le [www.mesproduitslaitiers.org](http://www.mesproduitslaitiers.org).

1. Zemel MB et coll. 2002. Dietary calcium and dairy products accelerate weight and fat loss during energy restriction in obese adults. *Am J Clin Nutr.*
2. Heaney RP et coll. 2002. Calcium and weight: clinical studies. *J Am Coll Nutr.*
3. Jacqmain M et coll. 2003. Calcium intake, body composition, and lipoprotein-lipid concentrations in adults. *Am J Clin Nutr.*

